



PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 54 du 28 décembre 2010

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr

aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 29 décembre 2011

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES	1410
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1410
SERVICE INTERMINISTERIEL DE LA COMMUNICATION.....	1410
Extrait de l'arrêté du 16 décembre 2010 fixant l'habilitation et les tarifs pour l'année 2011 des annonces judiciaires et légales.....	1410
DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES	1410
Bureau des réglementations	1410
Extrait de l'arrêté du 21 décembre 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2008/3397.....	1410
Extrait de l'arrêté du 21 décembre 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2008/3565.....	1411
Extrait de l'arrêté du 21 décembre 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2008/3566.....	1411
Extrait de l'arrêté du 21 décembre 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à LEXY - Dossier n° 2008/3622.....	1411
Extrait de l'arrêté du 21 décembre 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à MONT-SAINT-MARTIN - Dossier n° 2008/3631.....	1411
Extrait de l'arrêté du 21 décembre 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à SAINT-MAX - Dossier n° 2008/3644.....	1412
Extrait de l'arrêté du 21 décembre 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à VILLERUPT - Dossier n° 2008/3651.....	1412
Extrait de l'arrêté du 21 décembre 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à AUBOUÉ - Dossier n° 2008/3842.....	1412
Extrait de l'arrêté du 21 décembre 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à LAXOU - Dossier n° 2008/3854.....	1413
Extrait de l'arrêté du 21 décembre 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2008/3860.....	1413
Extrait de l'arrêté du 21 décembre 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2008/3861.....	1413
Extrait de l'arrêté du 21 décembre 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à NEUVES-MAISONS - Dossier n° 2008/3864.....	1414
Extrait de l'arrêté du 21 décembre 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à TOUL - Dossier n° 2008/3870.....	1414
Extrait de l'arrêté du 21 décembre 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à VILLERUPT - Dossier n° 2008/3873.....	1415
Extrait de l'arrêté du 21 décembre 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à JARNY - Dossier n° 2008/4320.....	1415
Extrait de l'arrêté du 21 décembre 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2008/4353.....	1415
Extrait de l'arrêté du 21 décembre 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à VANDOEUVE-LES-NANCY - Dossier n° 2008/4382.....	1415
Extrait de l'arrêté du 21 décembre 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à VILLERS-LES-NANCY - Dossier n° 2008/4386.....	1416
Extrait de l'arrêté du 21 décembre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à LUDRES - Dossier n° 2010/0537.....	1416
Extrait de l'arrêté du 21 décembre 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2010/0544.....	1417
Extrait de l'arrêté du 21 décembre 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à PONT A MOUSSON - Dossier n° 2010/0561.....	1417
Extrait de l'arrêté du 21 décembre 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2010/0568.....	1417
Extrait de l'arrêté du 21 décembre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à HOMECOURT - Dossier n° 2010/0579.....	1418
Extrait de l'arrêté du 21 décembre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2010/0581.....	1419
Extrait de l'arrêté du 21 décembre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à ECROUVES - Dossier n° 2010/0602.....	1419
Extrait de l'arrêté du 17 décembre 2010 accordant l'agrément en qualité de dépanneur, sur autoroutes non concédées et voies express de Meurthe-et-Moselle, à la société Garage TANGUY à LA CHAPELLE.....	1420
Extrait de l'arrêté du 17 décembre 2010 accordant l'agrément en qualité de dépanneur, sur autoroutes non concédées et voies express de Meurthe-et-Moselle, à la société Auto Assistance Dépannage à ECROUVES.....	1420
Extrait de l'arrêté du 17 décembre 2010 accordant l'agrément en qualité de dépanneur, sur autoroutes non concédées et voies express de Meurthe-et-Moselle, à la société Assistance Auto Dépannage à LUNEVILLE.....	1421
Extrait de l'arrêté du 17 décembre 2010 accordant l'agrément en qualité de dépanneur, sur autoroutes non concédées et voies express de Meurthe-et-Moselle, à la SARL Garage GAUDRON à DIEULOUARD.....	1421
Extrait de l'arrêté du 17 décembre 2010 accordant l'agrément en qualité de dépanneur, sur autoroutes non concédées et voies express de Meurthe-et-Moselle, à la société Garage NADLER à LESMENILS.....	1422
Extrait de l'arrêté du 17 décembre 2010 accordant l'agrément en qualité de dépanneur, sur autoroutes non concédées et voies express de Meurthe-et-Moselle, à la société AABSA Dépannage à MAXEVILLE.....	1422
Extrait de l'arrêté du 17 décembre 2010 accordant l'agrément en qualité de dépanneur, sur autoroutes non concédées et voies express de Meurthe-et-Moselle, à la société ADL Assistance à MAXEVILLE.....	1423
Extrait de l'arrêté du 17 décembre 2010 accordant l'agrément en qualité de dépanneur, sur autoroutes non concédées et voies express de Meurthe-et-Moselle, à la société Frouard Automobiles à FROUARD.....	1423
Extrait de l'arrêté du 17 décembre 2010 accordant l'agrément en qualité de dépanneur, sur autoroutes non concédées et voies express de Meurthe-et-Moselle, à la SARL MAILLEFERT à FROUARD.....	1424
Extrait de l'arrêté du 17 décembre 2010 accordant l'agrément en qualité de dépanneur, sur autoroutes non concédées et voies express de Meurthe-et-Moselle, à la société Auto Service TOUL à GONDREVILLE.....	1424
Extrait de l'arrêté du 17 décembre 2010 accordant l'agrément en qualité de dépanneur, sur autoroutes non concédées et voies express de Meurthe-et-Moselle, à la société DASA Dépannage à MAXEVILLE.....	1425
Extrait de l'arrêté du 17 décembre 2010 accordant l'agrément en qualité de dépanneur, sur autoroutes non concédées et voies express de Meurthe-et-Moselle, à la SARL PEZZOTTI à MAXEVILLE.....	1425
Extrait de l'arrêté du 17 décembre 2010 accordant l'agrément en qualité de dépanneur, sur autoroutes non concédées et voies express de Meurthe-et-Moselle, à la société RENAULT TRUCKS à LUDRES.....	1425
Extrait de l'arrêté du 17 décembre 2010 accordant l'agrément en qualité de dépanneur, sur autoroutes non concédées et voies express de Meurthe-et-Moselle, à la société BSA Dépannage à NANCY.....	1426
Extrait de l'arrêté du 17 décembre 2010 accordant l'agrément en qualité de dépanneur, sur autoroutes non concédées et voies express de Meurthe-et-Moselle, à la société Delta Auto Pièces à NEUVES-MAISONS.....	1426
Extrait de l'arrêté du 17 décembre 2010 accordant l'agrément en qualité de dépanneur, sur autoroutes non concédées et voies express de Meurthe-et-Moselle, à la société LUNEVILLE DEPANNAGE à MONCEL-LES-LUNEVILLE.....	1427
Extrait de l'arrêté du 17 décembre 2010 accordant l'agrément en qualité de dépanneur, sur autoroutes non concédées et voies express de Meurthe-et-Moselle, à la société Garage DOSDA à BLAINVILLE-SUR-L'EAU.....	1427
Extrait de l'arrêté du 17 décembre 2010 accordant l'agrément en qualité de dépanneur, sur autoroutes non concédées et voies express de Meurthe-et-Moselle, à la société Garage FERRY à ROSIERES-AUX-SALINES.....	1428
Extrait de l'arrêté du 17 décembre 2010 accordant l'agrément en qualité de dépanneur, sur autoroutes non concédées et voies express de Meurthe-et-Moselle, à la société Renault Service Damelevières à DAMELEVIERES.....	1428
Extrait de l'arrêté du 17 décembre 2010 accordant l'agrément en qualité de dépanneur, sur autoroutes non concédées et voies express de Meurthe-et-Moselle, à la société SNADA à MANONCOURT.....	1429
Extrait de l'arrêté du 17 décembre 2010 accordant l'agrément en qualité de dépanneur, sur autoroutes non concédées et voies express de Meurthe-et-Moselle, à la SARL PERRETTE à OGEVILLER.....	1429
Extrait de l'arrêté du 17 décembre 2010 accordant l'agrément en qualité de dépanneur, sur autoroutes non concédées et voies express de Meurthe-et-Moselle, à la société Garage PETITJEAN à CEINTREY.....	1430
Extrait de l'arrêté du 17 décembre 2010 accordant l'agrément en qualité de dépanneur, sur autoroutes non concédées et voies express de Meurthe-et-Moselle, à la société Garage SYLVESTRE à BAYON.....	1430
Extrait de l'arrêté du 17 décembre 2010 accordant l'agrément en qualité de dépanneur, sur autoroutes non concédées et voies express de Meurthe-et-Moselle, à la SARL TSCHANNEN à BAYON.....	1430
Extrait de l'arrêté du 17 décembre 2010 accordant l'agrément en qualité de dépanneur, sur autoroutes non concédées et voies express de Meurthe-et-Moselle, à la société Garage BERLEUX à CHOLOY-MENILLOT.....	1431
Extrait de l'arrêté du 17 décembre 2010 accordant l'agrément en qualité de dépanneur, sur autoroutes non concédées et voies express de Meurthe-et-Moselle, à la SARL LARONCE AUTOMOBILES à LARONCE.....	1431

Extrait de l'arrêté du 17 décembre 2010 accordant l'agrément en qualité de dépanneur, sur autoroutes non concédées et voies expressives de Meurthe-et-Moselle, à la société SODIAL à LUNEVILLE	1432
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	1432
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE - DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	1432
Service établissements de santé.....	1432
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 210/2010 du 20 décembre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015	1432
Extrait de l'arrêté ARS - DT 54 N° 211/2010 du 20 décembre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de LUNEVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155	1433
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 212/2010 du 20 décembre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296	1433
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 213/2010 du 20 décembre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à La Maison hospitalière SAINT-CHARLES à NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395	1433
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 214/2010 du 20 décembre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques PARISOT à BAINVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668	1434
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 215/2010 du 20 décembre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138	1434
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 216/2010 du 20 décembre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin à VANDOEUVRE, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286	1434
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 217/2010 du 20 décembre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de BACCARAT, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 - N° FINESS Etablissement : 540 000 072	1434
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 218/2010 du 20 décembre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéien de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 001 163	1435
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 219/2010 du 20 décembre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de TOUL, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023	1435
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE	1435
Extrait de l'arrêté N° 33/54/10 du 22 décembre 2010 modifiant l'arrêté préfectoral n° 732/54/10 du 27 octobre 2010 autorisant la création d'un service de préposés d'établissement Mandataires Judiciaires à la protection des majeurs par le Centre Psychothérapique de NANCY	1435
Extrait de l'arrêté n° 34/54/10 du 22 décembre 2010 modifiant l'arrêté préfectoral n° 728/54/10 du 27 octobre 2010 autorisant l'ouverture d'un service mandataire judiciaire à la protection des majeurs par l'association Adultes et Enfants Inadaptés Mentaux.....	1436
Extrait de l'arrêté n° 35/54/10 du 22 décembre 2010 modifiant l'arrêté préfectoral n° 730/54/10 du 27 octobre 2010 autorisant l'ouverture d'un service mandataire judiciaire à la protection des majeurs par l'Union Départementale des Associations Familiales	1436
Extrait de l'arrêté n° 36/54/10 du 22 décembre 2010 modifiant l'arrêté préfectoral n° 731/54/10 du 27 octobre 2010 autorisant l'ouverture d'un service d'aide à la gestion du budget familial par l'Union Départementale des Associations Familiales.....	1436
Extrait de l'arrêté n° 37/54/10 du 22 décembre 2010 modifiant l'arrêté préfectoral n° 729/54/10 du 27 octobre 2010 autorisant l'ouverture d'un service mandataire judiciaire à la protection des majeurs par l'Union Départementale Mutualiste.....	1437
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	1437
Service agriculture, forêt, chasse	1437
Extrait de l'arrêté DDT/AFC/Association Foncière/2010/443 du 17 décembre 2010 portant dissolution de l'association foncière de MEREVILLE	1437
Extrait de l'arrêté n° 445 du 30 novembre 2010 modifiant l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2010 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée d'AINGERAY	1437
Extrait de l'arrêté n° 450 du 6 décembre 2010 modifiant l'arrêté préfectoral du 13 juin 1974 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de MONT-SUR-MEURTHE	1438
Extrait de l'arrêté n° 451 du 6 décembre 2010 modifiant l'arrêté préfectoral du 3 septembre 2003 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de BLAINVILLE-SUR-L'EAU	1439
Extrait de l'arrêté n° 477 du 17 décembre 2010 relatif à une distraction du régime forestier territoire communal de VILLERS-LES-NANCY	1440
Extrait de l'arrêté n° 481 du 22 décembre 2010 concernant l'utilisation de sources lumineuses pour des comptages nocturnes d'animaux sauvages dans le département.....	1440
Service transports, sécurité.....	1442
Extrait de l'arrêté N° 2010/DDT/TS/044 du 14 décembre 2010 concernant la suppression du passage à niveau public n°6 de la ligne SNCF de FROUARD à NOVIANT sur le territoire de la commune de BELLEVILLE	1442
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS	1443
Santé protection animales - environnement	1443
Convention du 22 octobre 2010 relative aux tarifs de rémunération des vétérinaires sanitaires qui exécutent les opérations de prophylaxie collective dirigées par l'Etat dans le département de Meurthe-et-Moselle	1443
OFFICE NATIONAL DES FORETS – AGENCE DEPARTEMENTALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	1444
Extrait de l'arrêté du 23 décembre 2010 limitant la vitesse des véhicules sur les routes forestières de la forêt domaniale de PARROY	1444
AVIS ET COMMUNICATIONS.....	1444
DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS.....	1444
Bureau de l'interministérialité	1444
Avis du 19 octobre 2010 de conclusion d'une convention d'utilisation n°54-2010-046 entre l'administration chargée du Domaine et la direction du contrôle fiscal Est (DIRCOFI-EST) ayant pour objet la mise à disposition de l'utilisation d'un ensemble immobilier	1444
AUTRES SERVICES.....	1445
CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE	1445
Ressources humaines	1445
Avis du 22 décembre 2010 de concours sur titre en vue de pourvoir un poste de cadre de santé.....	1445
MAISON DE RETRAITE DE ROSIERES-AUX-SALINES	1445
Avis et modalités du 13 décembre 2010 du concours sur titre pour le recrutement d'un(e) infirmier(e) en soins généraux à la maison de retraite de ROSIERES-AUX-SALINES (54).....	1445

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****SERVICE INTERMINISTERIEL DE LA COMMUNICATION**

Extrait de l'arrêté du 16 décembre 2010 fixant l'habilitation et les tarifs pour l'année 2011 des annonces judiciaires et légales

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er : L'arrêté du 14 décembre 2009 est abrogé par le présent arrêté.

Article 2 : Les annonces judiciaires et légales prescrites par le code civil, les codes de procédure ou de commerce et par les lois spéciales pour la publicité ou la validité des actes de procédure ou des contrats seront, pour l'année 2011, insérées au choix des parties, dans l'un des journaux ci-après désignés :

Pour le département

- L'Est Républicain, rue Théophraste Renaudot - 54180 HOUEMONT
- L'Est Républicain lundi, rue Théophraste Renaudot - 54180 HOUEMONT
- Le Républicain Lorrain, 3 avenue des Deux Fontaines - 57140 WOIPPY - 57777 METZ CEDEX 09
- Les Tablettes Lorraines des Sociétés et les Petites Affiches de l'Est Réunies BP.60 004 , 26, rue Gambetta - 54002 NANCY CEDEX
- Le Paysan Lorrain, 5, rue de la Vologne - 54520 LAXOU CEDEX
- la Semaine de Nancy, 75/77, rue Saint-Georges – 54000 NANCY exclusivement pour l'arrondissement de NANCY

Article 3 : Le tarif d'insertion de ces annonces est fixé à 3,79 euros hors taxe, la ligne contenant 40 signes du caractère corps six (typographe) ou sept (photocomposition).

Il est stipulé que, non seulement les caractères mais les signes tels que les virgules, points, guillemets, etc... et les intervalles entre les mots seront comptés pour une lettre.

Le titre principal ne comportera pas de caractère d'une hauteur supérieure à 24 points s'il s'agit d'une annonce sur une seule colonne, ou 42 points s'il s'agit d'une annonce à deux colonnes.

Les lignes du titre ne pourront être espacées entre elles de plus de 9 points, chaque titre et sous-titre pourra être suivi d'un filet de séparation du pied.

Si pour la tarification, le système métrique est substitué au système topographique, le prix du millimètre est fixé par équivalence à 1,68 euros hors taxe.

Article 4 : les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront réduits de moitié dans le cas prévu par la loi du 23 octobre 1984.

Seront insérées, dans les journaux, au tarif prévu au présent article, les annonces et publications qui seraient nécessaires pour la validité et la publicité des contrats et procédures dans les affaires suivies par application des lois des 29 novembre, 7 décembre 1850, 22 janvier 1851 et 10 juillet 1901, sur l'assistance judiciaire.

Article 5 : Le prix de l'exemplaire du journal destiné à servir de pièce justificative de l'inscription est fixé au tarif normal auquel s'ajoutera le droit d'enregistrement.

Article 6 : Les remises, par les directeurs de journaux habilités aux officiers ministériels, sont interdites. Toutefois, les directeurs de ces journaux pourront consentir aux officiers ministériels un remboursement forfaitaire des frais engagés limité à 10 % du prix de l'annonce.

Article 7 : M. le directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- Mme la première présidente de la Cour d'Appel de Nancy,
 - M. le procureur général près la cour d'appel de Nancy,
 - MM. les présidents des tribunaux de grande instance de Nancy et Briey,
 - MM. les procureurs de la République près les dits tribunaux,
 - MM. les présidents des tribunaux d'instance et de commerce du département,
 - M. le président de la chambre départementale des notaires,
 - MM. les directeurs des journaux habilités,
 - MM. les sous-préfets des arrondissements de Briey - Lunéville - Toul,
 - Mme la directrice départementale de la protection des populations
- et inséré au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 16 décembre 2010

Pour le Préfet,
Le sous-préfet, directeur de cabinet,
Frédéric BERNARDO

DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES*Bureau des réglementations*

Extrait de l'arrêté du 21 décembre 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2008/3397

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de modification d'un système de vidéosurveillance autorisé, situé à l'intérieur d'un périmètre délimité géographiquement par l'adresse suivante : 2 rue de Chanzy 54000 NANCY présenté par le directeur départemental de la Banque de France ;

ARRETE

Article 1er – Le directeur départemental de la Banque de France est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéosurveillance, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/3397**.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéosurveillance précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 18 septembre 1997 susvisé.

Article 2 – Les modifications portent sur l'installation de caméras visionnant la voie publique.

Article 3 – Le reste des dispositions prévues par l'arrêté susvisé demeure applicable.

Article 4 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. le Directeur Départemental de la Banque de France 2 rue de Chanzy 54017 NANCY et dont copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 21 décembre 2010

Pour le préfet,
Le chef de bureau,
Jean-Pierre DEVIDET

Extrait de l'arrêté du 21 décembre 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2008/3565

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de modification d'un système de vidéosurveillance autorisé situé LA POSTE 66 Rue Saint Dizier 54000 NANCY présentée par le directeur territorial de la sûreté ;

ARRETE

Article 1er – le directeur territorial de la sûreté est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéosurveillance, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/3565**.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéosurveillance précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 14 octobre 2002 susvisé.

Article 2 – Les modifications portent sur l'augmentation du nombre de caméras.

Article 3 – Le reste des dispositions prévues par l'arrêté susvisé demeure applicable.

Article 4 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à LA POSTE DIRECTION TERRITORIALE DE L'ENSEIGNE LORRAINE SUD 65 rue Pierre SEMARD 54000 NANCY et dont copie sera transmise au maire de NANCY.

Nancy, le 21 décembre 2010

Pour le préfet,
Le chef de bureau,
Jean-Pierre DEVIDET

Extrait de l'arrêté du 21 décembre 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2008/3566

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de modification d'un système de vidéosurveillance autorisé situé LA POSTE 10 Rue Saint Dizier 54000 NANCY présentée par le directeur territorial de la sûreté ;

ARRETE

Article 1er – le directeur territorial de la sûreté est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéosurveillance, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/3566**.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéosurveillance précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 14 octobre 2002 susvisé.

Article 2 – Les modifications portent sur l'augmentation du nombre de caméras.

Article 3 – Le reste des dispositions prévues par l'arrêté susvisé demeure applicable.

Article 4 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à LA POSTE DIRECTION TERRITORIALE DE L'ENSEIGNE LORRAINE SUD 65 rue Pierre SEMARD 54000 NANCY et dont copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 21 décembre 2010

Pour le préfet,
Le chef de bureau,
Jean-Pierre DEVIDET

Extrait de l'arrêté du 21 décembre 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à LEXY - Dossier n° 2008/3622

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de modification d'un système de vidéosurveillance autorisé situé CREDIT MUTUEL 2 Rue de l'Abbé d'Ollieres 54720 LEXY présentée par le chargé de sécurité ;

ARRETE

Article 1er – le chargé de sécurité est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéosurveillance, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/3622**.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéosurveillance précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 20 juin 1997 susvisé.

Article 2 – Les modifications portent sur :

- l'identité du déclarant
- la finalité du système
- le nombre de caméras
- la durée de conservation des images
- les personnes habilitées à accéder aux images
- le traitement des images
- les mesures adoptées pour la confidentialité et la sécurité
- les modalités d'information du publication
- le service auprès duquel s'exerce le droit d'accès

Article 3 – Le reste des dispositions prévues par l'arrêté susvisé demeure applicable.

Article 4 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au chargé de sécurité du CREDIT MUTUEL 5 rue André Marie AMPERE 57070 METZ ainsi qu'au Maire de LEXY et au Sous-Préfet de BRIEY..

Nancy, le 21 décembre 2010

Pour le préfet,
Le chef de bureau,
Jean-Pierre DEVIDET

Extrait de l'arrêté du 21 décembre 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à MONT-SAINT-MARTIN - Dossier n° 2008/3631

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de modification d'un système de vidéosurveillance autorisé situé CREDIT MUTUEL 40 rue Jeanne d'Arc 54350 MONT SAINT MARTIN présentée par le chargé de sécurité ;

ARRETE

Article 1er – le chargé de sécurité est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéosurveillance, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/3631**.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéosurveillance précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 20 juin 1997 susvisé modifié le 10 mars 2010.

Article 2 – Les modifications portent sur le nombre de caméras.

Article 3 – Le reste des dispositions prévues par l'arrêté susvisé demeure applicable.

Article 4 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au chargé de sécurité du CREDIT MUTUEL 5 rue André Marie AMPERE 57070 METZ ainsi qu'au Maire de MONT SAINT MARTIN et au Sous-Préfet de BRIEY.

Nancy, le 21 décembre 2010

Pour le préfet,
Le chef de bureau,
Jean-Pierre DEVIDET

Extrait de l'arrêté du 21 décembre 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à SAINT-MAX - Dossier n° 2008/3644

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de modification d'un système de vidéosurveillance autorisé situé CREDIT MUTUEL 105 Avenue Carnot 54130 SAINT MAX présentée par le chargé de sécurité ;

A R R E T E

Article 1er – le chargé de sécurité est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéosurveillance, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/3644**.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéosurveillance précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 20 juin 1997 susvisé.

Article 2 – Les modifications portent sur :

- l'identité du déclarant
- la finalité du système
- le nombre de caméras
- la durée de conservation des images
- les personnes habilitées à accéder aux images
- le traitement des images
- les mesures adoptées pour la confidentialité et la sécurité
- les modalités d'information du public
- le service auprès duquel s'exerce le droit d'accès

Article 3 – Le reste des dispositions prévues par l'arrêté susvisé demeure applicable.

Article 4 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au chargé de sécurité du CREDIT MUTUEL 5 rue André Marie AMPERE 57070 METZ ainsi qu'au Maire de la commune de SAINT-MAX.

Nancy, le 21 décembre 2010

Pour le préfet,
Le chef de bureau,
Jean-Pierre DEVIDET

Extrait de l'arrêté du 21 décembre 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à VILLERUPT - Dossier n° 2008/3651

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de modification d'un système de vidéosurveillance autorisé situé CREDIT MUTUEL 2 place Jeanne d'Arc 54190 VILLERUPT présentée par le chargé de sécurité ;

A R R E T E

Article 1er – le chargé de sécurité est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéosurveillance, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/3651**.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéosurveillance précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 20 juin 1997 susvisé, modifié le 30 mars 2010 ;

Article 2 – Les modifications portent sur :

- l'identité du déclarant
- la finalité du système
- le nombre de caméras
- la durée de conservation des images
- les personnes habilitées à accéder aux images
- le traitement des images
- les mesures adoptées pour la confidentialité et la sécurité
- les modalités d'information du public
- le service auprès duquel s'exerce le droit d'accès

Article 3 – Le reste des dispositions prévues par l'arrêté susvisé demeure applicable.

Article 4 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au chargé de sécurité du CREDIT MUTUEL 5 rue André Marie AMPERE 57070 METZ ainsi qu'au Maire de la commune de VILLERUPT et au Sous-Préfet de BRIEY.

Nancy, le 21 décembre 2010

Pour le préfet,
Le chef de bureau,
Jean-Pierre DEVIDET

Extrait de l'arrêté du 21 décembre 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à AUBOUÉ - Dossier n° 2008/3842

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de modification d'un système de vidéosurveillance autorisé situé CIC 13 place Albert Lebrun 54580 AUBOUÉ présentée par le chargé de sécurité ;

AR R E T E

Article 1er – le chargé de sécurité est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéosurveillance, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/3842**.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéosurveillance précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 18 juillet 1997 susvisé modifié le 10 mars 2010 ;

Article 2 – Les modifications portent sur le nombre de caméras.

Article 3 – Le reste des dispositions prévues par l'arrêté susvisé demeure applicable.

Article 4 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au chargé de sécurité du CIC 5 rue André Marie AMPERE 57070 METZ CEDEX et dont copie sera transmise au Maire de la commune d'AUBOUÉ et au Sous-Préfet de BRIEY.

Nancy, le 21 décembre 2010

Pour le préfet,
Le chef de bureau,
Jean-Pierre DEVIDET

Extrait de l'arrêté du 21 décembre 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à LAXOU - Dossier n° 2008/3854

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de modification d'un système de vidéosurveillance autorisé situé CIC 2 Rue de la Vezouze 54520 LAXOU présentée par le chargé de sécurité ;

AR R E T E

Article 1er – le chargé de sécurité est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéosurveillance, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/3854**.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéosurveillance précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 18 juillet 1997 susvisé modifié le 30 septembre 2008 ;

Article 2 – Les modifications portent sur :

- l'identité du déclarant
- la finalité du système
- le nombre de caméras
- la durée de conservation des images
- les personnes habilitées à accéder aux images
- le traitement des images
- les mesures adoptées pour la confidentialité et la sécurité
- les modalités d'information du publication
- le service auprès duquel s'exerce le droit d'accès

Article 3 – Le reste des dispositions prévues par l'arrêté susvisé demeure applicable.

Article 4 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au chargé de sécurité du CIC 5 rue André Marie AMPERE 57070 METZ et dont copie sera transmise au maire de la commune de LAXOU.

Nancy, le 21 décembre 2010

Pour le préfet,
Le chef de bureau,
Jean-Pierre DEVIDET

Extrait de l'arrêté du 21 décembre 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2008/3860

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de modification d'un système de vidéosurveillance autorisé situé CIC 125 Avenue du Général Leclerc 54000 NANCY présentée par le chargé de sécurité ;

AR R E T E

Article 1er – le chargé de sécurité est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéosurveillance, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/3860**.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéosurveillance précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 18 juillet 1997 susvisé.

Article 2 – Les modifications portent sur :

- l'identité du déclarant
- la finalité du système
- le nombre de caméras
- la durée de conservation des images
- les personnes habilitées à accéder aux images
- le traitement des images
- les mesures adoptées pour la confidentialité et la sécurité
- les modalités d'information du publication
- le service auprès duquel s'exerce le droit d'accès

Article 3 – Le reste des dispositions prévues par l'arrêté susvisé demeure applicable.

Article 4 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au chargé de sécurité du CIC 5 rue André Marie AMPERE 57070 METZ ainsi qu'au Maire de NANCY.

Nancy, le 21 décembre 2010

Pour le préfet,
Le chef de bureau,
Jean-Pierre DEVIDET

Extrait de l'arrêté du 21 décembre 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2008/3861

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de modification d'un système de vidéosurveillance autorisé situé CIC 44 Rue des Dominicains 54000 NANCY présentée par le chargé de sécurité ;

AR R E T E

Article 1er – le chargé de sécurité est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéosurveillance, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/3861**.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéosurveillance précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 18 juillet 1997 susvisé, modifié le 10 novembre 2004 ;

Article 2 – Les modifications portent sur :

- L'identité du déclarant
- La finalité du système
- le nombre de caméras
- la durée de conservation des images
- les personnes habilitées à accéder aux images
- le traitement des images
- les mesures adoptées pour la confidentialité et la sécurité
- les modalités d'information du publication
- le service auprès duquel s'exerce le droit d'accès

Article 3 – Le reste des dispositions prévues par l'arrêté susvisé demeure applicable.

Article 4 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au chargé de sécurité du CIC 5 rue André Marie AMPERE 57070 METZ ainsi qu'au Maire de NANCY.

Nancy, le 21 décembre 2010

Pour le préfet,
Le chef de bureau,
Jean-Pierre DEVIDET

Extrait de l'arrêté du 21 décembre 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à NEUVES-MAISONS - Dossier n° 2008/3864

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de modification d'un système de vidéosurveillance autorisé situé CIC 18 Rue du Capitaine Caillon 54230 NEUVES MAISONS présentée par le chargé de sécurité ;

AR R E T E

Article 1er – le chargé de sécurité est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéosurveillance, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/3864**.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéosurveillance précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 18 juillet 1997 susvisé, modifié le 30 septembre 2008 ;

Article 2 – Les modifications portent sur :

- L'identité du déclarant
- La finalité du système
- le nombre de caméras
- la durée de conservation des images
- les personnes habilitées à accéder aux images
- le traitement des images
- les mesures adoptées pour la confidentialité et la sécurité
- les modalités d'information du publication
- le service auprès duquel s'exerce le droit d'accès

Article 3 – Le reste des dispositions prévues par l'arrêté susvisé demeure applicable.

Article 4 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au chargé de sécurité du CIC 5 rue André Marie AMPERE 57070 METZ et dont copie sera adressée au maire de NEUVES MAISONS.

Nancy, le 21 décembre 2010

Pour le préfet,
Le chef de bureau,
Jean-Pierre DEVIDET

Extrait de l'arrêté du 21 décembre 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à TOUL - Dossier n° 2008/3870

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de modification d'un système de vidéosurveillance autorisé situé CIC EST 10 Rue Gambetta 54200 TOUL présentée par le chargé de sécurité ;

AR R E T E

Article 1er – le chargé de sécurité est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéosurveillance, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/3870**.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéosurveillance précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 18 juillet 1997 susvisé modifié le 29 juin 2005 ;

Article 2 – Les modifications portent sur l'augmentation du nombre de caméras.

Article 3 – Le reste des dispositions prévues par l'arrêté susvisé demeure applicable.

Article 4 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au chargé de sécurité du CIC EST 5 rue André Marie AMPERE 57070 METZ ainsi qu'au Maire de TOUL et au Sous-Préfet de TOUL.

Nancy, le 21 décembre 2010

Pour le préfet,
Le chef de bureau,
Jean-Pierre DEVIDET

Extrait de l'arrêté du 21 décembre 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à VILLERUPT - Dossier n° 2008/3873

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de modification d'un système de vidéosurveillance autorisé situé CIC 10 Rue Poincaré 54190 VILLERUPT présentée par le chargé de sécurité ;

AR R E T E

Article 1er – le chargé de sécurité est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéosurveillance, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/3873**.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéosurveillance précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 18 juillet 1997 modifié, susvisé.

Article 2 – Les modifications portent sur :

- L'identité du déclarant
- La finalité du système
- le nombre de caméras
- la durée de conservation des images
- les personnes habilitées à accéder aux images
- le traitement des images
- les mesures adoptées pour la confidentialité et la sécurité
- les modalités d'information du public
- le service auprès duquel s'exerce le droit d'accès

Article 3 – Le reste des dispositions prévues par l'arrêté susvisé demeure applicable.

Article 4 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au chargé de sécurité du CIC 5 rue André Marie AMPERE 57070 METZ CEDEX et dont copie sera transmise au Maire de la commune de VILLERUPT et au Sous-Préfet de BRIEY.

Nancy, le 21 décembre 2010

Pour le préfet,
Le chef de bureau,
Jean-Pierre DEVIDET

Extrait de l'arrêté du 21 décembre 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à JARNY - Dossier n° 2008/4320

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de modification d'un système de vidéosurveillance autorisé situé LA POSTE 28 Avenue de la République 54800 JARNY présentée par le directeur territorial de la sûreté ;

AR R E T E

Article 1er – Le directeur territorial de la sûreté est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéosurveillance, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/4320**.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéosurveillance précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 29 juin 2005 susvisé.

Article 2 – Les modifications portent sur l'augmentation du nombre de caméras.

Article 3 – Le reste des dispositions prévues par l'arrêté susvisé demeure applicable.

Article 4 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à LA POSTE DIRECTION DE L'ENSEIGNE LORRAINE SUD 65 rue Pierre SEMARD 54000 NANCY et dont copie sera transmise au Maire de la commune de JARNY et au Sous-Préfet de BRIEY.

Nancy, le 21 décembre 2010

Pour le préfet,
Le chef de bureau,
Jean-Pierre DEVIDET

Extrait de l'arrêté du 21 décembre 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2008/4353

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de modification d'un système de vidéosurveillance autorisé situé LA POSTE 70 rue Charles KELLER (Faubourg des Trois Maisons) 54000 NANCY présentée par le directeur territorial de la sûreté ;

AR R E T E

Article 1er – Le directeur territorial de la sûreté est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéosurveillance, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/4353**.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéosurveillance précédemment autorisée par arrêté préfectoral 17 juillet 2001 susvisé.

Article 2 – Les modifications portent sur l'augmentation du nombre de caméras.

Article 3 – Le reste des dispositions prévues par l'arrêté susvisé demeure applicable.

Article 4 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à LA POSTE DIRECTION DE L'ENSEIGNE LORRAINE SUD 65 rue Pierre SEMARD 54000 NANCY et dont copie sera transmise au maire de NANCY.

Nancy, le 21 décembre 2010

Pour le préfet,
Le chef de bureau,
Jean-Pierre DEVIDET

Extrait de l'arrêté du 21 décembre 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à VANDOEUVRE-LES-NANCY - Dossier n° 2008/4382

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de modification d'un système de vidéosurveillance autorisé situé LA POSTE 1 Rue de Kehl 54500 VANDOEUVRE LES NANCY présentée par M. le directeur territorial de la sûreté ;

ARRETE

Article 1er – M le directeur territorial de la sûreté est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéosurveillance, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/4382**.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéosurveillance précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 25 octobre 1999 susvisé.

Article 2 – Les modifications portent sur l'augmentation du nombre de caméras ;

Article 3 – Le reste des dispositions prévues par l'arrêté susvisé demeure applicable.

Article 4 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à LA POSTE DIRECTION TERRITORIALE DE L'ENSEIGNE LORRAINE SUD 65 rue Pierre SEMARD 54000 NANCY et dont copie sera transmise au maire de VANDOEUVRE LES NANCY.

Nancy, le 21 décembre 2010

Pour le préfet,
Le chef de bureau,
Jean-Pierre DEVIDET

Extrait de l'arrêté du 21 décembre 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à VILLERS-LES-NANCY - Dossier n° 2008/4386

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de modification d'un système de vidéosurveillance autorisé situé LA POSTE Boulevard des Aiguillettes 54600 VILLERS LES NANCY présentée par le directeur territorial de la sûreté ;

ARRETE

Article 1er – Le directeur territorial de la sûreté est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéosurveillance, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/4386**.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéosurveillance précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 20 mai 1997 susvisé.

Article 2 – Les modifications portent sur l'augmentation du nombre de caméras.

Article 3 – Le reste des dispositions prévues par l'arrêté susvisé demeure applicable.

Article 4 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à LA POSTE DIRECTION TERRITORIALE DE L'ENSEIGNE DE LORRAINE SUD 65 rue Pierre SEMARD 54000 NANCY et dont copie sera transmise au Maire de la commune de VILLERS LES NANCY.

Nancy, le 21 décembre 2010

Pour le préfet,
Le chef de bureau,
Jean-Pierre DEVIDET

Extrait de l'arrêté du 21 décembre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à LUDRES - Dossier n° 2010/0537

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé CM CIC SERVICES GAB hors site Avenue de Chaudeau 54710 LUDRES présentée par le Chargé de sécurité ;

ARRETE

Article 1er – Le chargé de sécurité est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0537**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du chargé de sécurité.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au chargé de sécurité 5 rue André Marie Ampère 57070 METZ et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de LUDRES.

Nancy, le 21 décembre 2010

Pour le préfet,
Le chef de bureau,
Jean-Pierre DEVIDET

Extrait de l'arrêté du 21 décembre 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2010/0544

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de modification d'un système de vidéosurveillance autorisé situé CREDIT MUTUEL 32 rue Saint-Jean 54000 NANCY présentée par le chargé de sécurité ;

A R R E T E

Article 1er – Le chargé de sécurité est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéosurveillance, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2010/0544**.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéosurveillance précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 15 février 2005 susvisé.

Article 2 – Les modifications portent sur :

- l'identité du déclarant
- la finalité du système
- le nombre de caméras
- la durée de conservation des images
- les personnes habilitées à accéder aux images
- le traitement des images
- les mesures adoptées pour la confidentialité et la sécurité
- les modalités d'information du public
- le service auprès duquel s'exerce le droit d'accès

Article 3 – Le reste des dispositions prévues par l'arrêté susvisé demeure applicable.

Article 4 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au chargé de sécurité du CREDIT MUTUEL 5 rue André Marie AMPERE 57070 METZ ainsi qu'au Maire de NANCY.

Nancy, le 21 décembre 2010

Pour le préfet,
Le chef de bureau,
Jean-Pierre DEVIDET

Extrait de l'arrêté du 21 décembre 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à PONT A MOUSSON - Dossier n° 2010/0561

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de renouvellement d'un système de vidéosurveillance autorisé situé CIC 6 place DUROC 54700 PONT A MOUSSON, présentée par le chargé de sécurité ;

A R R E T E

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 18 juillet 1997, au chargé de sécurité est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2010/0561**.

Article 2 – Les dispositions prévues par le précédent arrêté demeurent applicables.

Article 3 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 4 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 5 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 6 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 7 – Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au chargé de sécurité du CIC 5 rue André Marie AMPERE 57070 METZ CEDEX et dont copie sera adressée au maire de la commune de PONT-à-MOUSSON.

Nancy, le 21 décembre 2010

Pour le préfet,
Le chef de bureau,
Jean-Pierre DEVIDET

Extrait de l'arrêté du 21 décembre 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2010/0568

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de renouvellement d'un système de vidéosurveillance autorisé situé Banque Populaire Lorraine Champagne 2 rue Hermitt 54000 NANCY, présentée par le responsable sécurité ;

AR R E T E

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 09 novembre 2005, à au responsable sécurité est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2010/0568**.

Article 2 – Les dispositions prévues par le précédent arrêté demeurent applicables.

Article 3 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 4 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 5 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 6 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 7 – Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au responsable sécurité de la Banque Populaire Lorraine Champagne 3 rue François de Curel 57000 METZ et dont copie sera adressée au Maire de NANCY.

Nancy, le 21 décembre 2010

Pour le préfet,
Le chef de bureau,
Jean-Pierre DEVIDET

Extrait de l'arrêté du 21 décembre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à HOMECOURT - Dossier n° 2010/0579

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé CIC 117 avenue de la République 54310 HOMECOURT présentée par le chargé de sécurité ;

AR R E T E

Article 1er – Le chargé de sécurité est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0579**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du chargé de sécurité.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au chargé de sécurité du CIC 5 rue André Marie AMPERE 57070 METZ CEDEX et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de HOMECOURT et au Sous-Préfet de BRIEY.

Nancy, le 21 décembre 2010

Pour le préfet,
Le chef de bureau,
Jean-Pierre DEVIDET

Extrait de l'arrêté du 21 décembre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2010/0581

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé Centre Commercial Saint Sébastien 54000 NANCY présentée par le chargé de sécurité ;

ARRETE

Article 1er – Le chargé de sécurité est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0581**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du chargé de sécurité ;

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au chargé de sécurité du CIC 5 rue André Marie AMPERE 57070 METZ CEDEX et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 21 décembre 2010

Pour le préfet,
Le chef de bureau,
Jean-Pierre DEVIDET

Extrait de l'arrêté du 21 décembre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à ECROUVES - Dossier n° 2010/0602

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé avenue du 15ème Génie (centre aquatique) 54200 ECROUVES présentée par Monsieur Dominique POTIER président de la Communauté de Communes du Toulinois ;

ARRETE

Article 1er – Monsieur Dominique POTIER est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0602**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Protection Incendie/Accidents, Prévention des atteintes aux biens, Protection des bâtiments publics.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Pascal CHAUVIERE, directeur du centre aquatique.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Dominique POTIER Président de la Communauté de Communes du Toulouais rue du Mémorial du Génie 54200 ECROUVES et dont une copie sera transmise au Maire de la commune d'ECROUVES et au Sous-Préfet de TOUL.

Nancy, le 21 décembre 2010

Pour le préfet,
Le chef de bureau,
Jean-Pierre DEVIDET

Extrait de l'arrêté du 17 décembre 2010 accordant l'agrément en qualité de dépanneur, sur autoroutes non concédées et voies expressives de Meurthe-et-Moselle, à la société Garage TANGUY à LA CHAPELLE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : A compter du 1er janvier 2011 et pour une durée de cinq ans, M. Jean-Philippe TANGUY, gérant de la société Garage TANGUY située 4 route de Thiaville à LA CHAPELLE (54120), est agréé en qualité de dépanneur, sur autoroutes non concédées et voies expressives de Meurthe-et-Moselle, pour intervenir sur :

- le secteur n°8 (RN59 PR3 au PR32,5 - MONCEL LES LUNEVILLE, limite VOSGES) en catégorie véhicules légers ;
- le secteur n° 4 (RN4 PR26,400 au PR65 – LUNEVILLE château, giratoire de COGNEY et RN59 PR3,5 au PR32,5 – MONCEL LES LUNEVILLE, limite VOSGES) en catégorie véhicules poids lourds.

Article 2 : M. Jean-Philippe TANGUY s'engage à respecter les clauses du cahier des charges dont une copie, dûment signée, lui sera adressée.

Article 3 : M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture, notifié à M. Jean-Philippe TANGUY et dont copie sera adressée à :

- M. le colonel, commandant le groupement départemental de gendarmerie,
- M. le commandant du détachement de la CRS auto-routière Lorraine-Alsace,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique,
- M. le président départemental du Centre National des Professions de l'Automobile,
- M. le directeur interdépartemental des routes de l'Est,
- M. le directeur départemental des territoires
- Mme la directrice de la protection des populations,
- M. le président de l'automobile club lorrain.

Nancy, le 17 décembre 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Voies et délais de recours :

Dans les deux mois à compter de la présente notification de la décision, les recours suivants peuvent être introduits :

- Un recours gracieux motivé adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision contestée.
- Un recours hiérarchique adressé à M. Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer, des collectivités territoriales et de l'immigration – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – - Sous-direction du Conseil Juridique et du Contentieux – Bureau du Contentieux et des Polices Administratives - 11 rue des Saussaies 75008 Paris Cedex 08.

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

- Un recours contentieux adressé au Tribunal Administratif – 5 place Carrière – 54 036 NANCY CEDEX.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

Extrait de l'arrêté du 17 décembre 2010 accordant l'agrément en qualité de dépanneur, sur autoroutes non concédées et voies expressives de Meurthe-et-Moselle, à la société Auto Assistance Dépannage à ECROUVES

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : A compter du 1er janvier 2011 et pour une durée de cinq ans, M. Dimitri MARTIN gérant de la société Auto Assistance Dépannage, est agréé en qualité de dépanneur, sur autoroutes non concédées et voies expressives de Meurthe-et-Moselle, pour intervenir sur :

- le secteur n° 4 (A33 PR 0 au PR 10 – RD 674 – LAXOU-HOUEMONT échangeur A33/A330 et A330 PR 0 au PR 5,150 -Parc des expositions – LUDRES) en catégorie véhicules légers, en ce qui concerne l'établissement de LAXOU, situé 32 bis rue Edouard Grosjean ;
- le secteur n° 2 (A31 PR229 au PR249 – échangeur A31/RN4-LAXOU et A33 PR0 au PR6 – LAXOU BRABOIS) en catégorie véhicules poids lourds, en ce qui concerne l'établissement d'ECROUVES, situé 1601 avenue du 15ème génie.

Article 2 : M. Dimitri MARTIN s'engage à respecter les clauses du cahier des charges dont une copie, dûment signée, lui sera adressée.

Article 3 : M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture, notifié à M. Dimitri MARTIN

et dont copie sera adressée à :

- M. le colonel, commandant le groupement départemental de gendarmerie,
- M. le commandant du détachement de la CRS auto-routière Lorraine-Alsace,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique,
- M. le président départemental du Centre National des Professions de l'Automobile,
- M. le directeur interdépartemental des routes de l'Est,
- M. le directeur départemental des territoires
- Mme la directrice de la protection des populations,
- M. le président de l'automobile club lorrain.

Nancy, le 17 décembre 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Voies et délais de recours :

Dans les deux mois à compter de la présente notification de la décision, les recours suivants peuvent être introduits :

- *Un recours gracieux motivé adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision contestée.*
- *Un recours hiérarchique adressé à M. Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer, des collectivités territoriales et de l'immigration – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – - Sous-direction du Conseil Juridique et du Contentieux – Bureau du Contentieux et des Polices Administratives - 11 rue des Saussaies 75008 Paris Cedex 08.*

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

- *Un recours contentieux adressé au Tribunal Administratif – 5 place Carrière – 54 036 NANCY CEDEX.*

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

Extrait de l'arrêté du 17 décembre 2010 accordant l'agrément en qualité de dépanneur, sur autoroutes non concédées et voies expressives de Meurthe-et-Moselle, à la société Assistance Auto Dépannage à LUNEVILLE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Article 1er : A compter du 1er janvier 2011 et pour une durée de cinq ans, Mrs. Olivier MAYER et Dimitri MARTIN, gérants de la société Assistance Auto Dépannage, situé 8 rue François Richard à LUNEVILLE (54300) est agréé en qualité de dépanneur, véhicules légers, sur autoroutes non concédées et voies expressives de Meurthe-et-Moselle, pour intervenir sur :

- le secteur n° 6 (RN4 PR 26,400 au PR 46,700 – LUNEVILLE Château THIEBAUMENIL) ;
- le secteur n° 7 (RN4 PR46,700 au PR65 – THIEBAUMENIL , giratoire de COGNEY) ;
- le secteur 8 (RN59 PR3 au PR32,5 - MONCEL LES LUNEVILLE, limite VOSGES) .

Article 2 : Mrs. Olivier MAYER et Dimitri MARTIN s'engagent à respecter les clauses du cahier des charges dont une copie, dûment signée, leur sera adressée.

Article 3 : M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture, notifié à Mrs. Olivier MAYER et Dimitri MARTIN

et dont copie sera adressée à :

- M. le colonel, commandant le groupement départemental de gendarmerie,
- M. le commandant du détachement de la CRS auto-routière Lorraine-Alsace,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique,
- M. le président départemental du Centre National des Professions de l'Automobile,
- M. le directeur interdépartemental des routes de l'Est,
- M. le directeur départemental des territoires
- Mme la directrice de la protection des populations,
- M. le président de l'automobile club lorrain.

Nancy, le 17 décembre 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Voies et délais de recours :

Dans les deux mois à compter de la présente notification de la décision, les recours suivants peuvent être introduits :

- *Un recours gracieux motivé adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision contestée.*
- *Un recours hiérarchique adressé à M. Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer, des collectivités territoriales et de l'immigration – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – - Sous-direction du Conseil Juridique et du Contentieux – Bureau du Contentieux et des Polices Administratives - 11 rue des Saussaies 75008 Paris Cedex 08.*

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

- *Un recours contentieux adressé au Tribunal Administratif – 5 place Carrière – 54 036 NANCY CEDEX.*

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

Extrait de l'arrêté du 17 décembre 2010 accordant l'agrément en qualité de dépanneur, sur autoroutes non concédées et voies expressives de Meurthe-et-Moselle, à la SARL Garage GAUDRON à DIEULOUARD

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Article 1er : A compter du 1er janvier 2011 et pour une durée de cinq ans, M. Cyrille GAUDRON gérant de la SARL garage GAUDRON située 81 avenue du Général de Gaulle à DIEULOUARD (54380) est agréé en qualité de dépanneur, véhicules légers, sur autoroutes non concédées et voies expressives de Meurthe-et-Moselle, pour intervenir sur le secteur n°1 (A31 PR284,270 au PR267,300 - limite départementale, BELLEVILLE).

Article 2 : M. Cyrille GAUDRON s'engage à respecter les clauses du cahier des charges dont une copie, dûment signée, lui sera adressée.

Article 3 : M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture, notifié à M. Cyrille GAUDRON

et dont copie sera adressée à :

M. le colonel, commandant le groupement départemental de gendarmerie,
M. le commandant du détachement de la CRS auto-routière Lorraine-Alsace,
M. le directeur départemental de la sécurité publique,
M. le président départemental du Centre National des Professions de l'Automobile,
M. le directeur interdépartemental des routes de l'Est,
M. le directeur départemental des territoires
Mme la directrice de la protection des populations,
M. le président de l'automobile club lorrain.
Nancy, le 17 décembre 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Voies et délais de recours :

Dans les deux mois à compter de la présente notification de la décision, les recours suivants peuvent être introduits :

- Un recours gracieux motivé adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision contestée.
- Un recours hiérarchique adressé à M. Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer, des collectivités territoriales et de l'immigration – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – - Sous-direction du Conseil Juridique et du Contentieux – Bureau du Contentieux et des Polices Administratives - 11 rue des Saussaies 75008 Paris Cedex 08.

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

- Un recours contentieux adressé au Tribunal Administratif – 5 place Carrière – 54 036 NANCY CEDEX.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

Extrait de l'arrêté du 17 décembre 2010 accordant l'agrément en qualité de dépanneur, sur autoroutes non concédées et voies expressives de Meurthe-et-Moselle, à la société Garage NADLER à LESMENILS

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : A compter du 1er janvier 2011 et pour une durée de cinq ans, M. Jean-Michel NADLER gérant de la société garage NADLER située 583 impasse des Romains à LESMENILS (54700) est agréé en qualité de dépanneur sur autoroutes non concédées et voies expressives de Meurthe-et-Moselle, pour intervenir sur :

- le secteur n°1 (A31 PR 284,270 au PR 267,300 - limite départementale, BELLEVILLE) en catégorie véhicules légers ;

- le secteur n° 1 (A31 PR284,270 au PR249 – LAXOU limite MOSELLE) en catégorie véhicules poids lourds).

Article 2 : M. Jean-Michel NADLER s'engage à respecter les clauses du cahier des charges dont une copie, dûment signée, lui sera adressée.

Article 3 : M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture, notifié à M. Jean-Michel NADLER et dont copie sera adressée à :

M. le colonel, commandant le groupement départemental de gendarmerie,
M. le commandant du détachement de la CRS auto-routière Lorraine-Alsace,
M. le directeur départemental de la sécurité publique,
M. le président départemental du Centre National des Professions de l'Automobile,
M. le directeur interdépartemental des routes de l'Est,
M. le directeur départemental des territoires
Mme la directrice de la protection des populations,
M. le président de l'automobile club lorrain.
Nancy, le 17 décembre 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Voies et délais de recours :

Dans les deux mois à compter de la présente notification de la décision, les recours suivants peuvent être introduits :

- Un recours gracieux motivé adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision contestée.
- Un recours hiérarchique adressé à M. Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer, des collectivités territoriales et de l'immigration – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – - Sous-direction du Conseil Juridique et du Contentieux – Bureau du Contentieux et des Polices Administratives - 11 rue des Saussaies 75008 Paris Cedex 08.

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

- Un recours contentieux adressé au Tribunal Administratif – 5 place Carrière – 54 036 NANCY CEDEX.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

Extrait de l'arrêté du 17 décembre 2010 accordant l'agrément en qualité de dépanneur, sur autoroutes non concédées et voies expressives de Meurthe-et-Moselle, à la société AABSA Dépannage à MAXEVILLE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : A compter du 1er janvier 2011 et pour une durée de cinq ans, M. Gilles EHRENFELD, gérant de la société AABSA Dépannage située 95 rue de Metz à MAXEVILLE (54320) est agréé en qualité de dépanneur, véhicules légers, sur autoroutes non concédées et voies expressives de Meurthe-et-Moselle, pour intervenir sur le secteur n° 2 (A31 PR267,300 au PR249 - BELLEVILLE-LAXOU).

Article 2 : M. Gilles EHRENFELD s'engage à respecter les clauses du cahier des charges dont une copie, dûment signée, lui sera adressée.

Article 3 : M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture, notifié à M. Gilles EHRENFELD dont copie sera adressée à :

M. le colonel, commandant le groupement départemental de gendarmerie,
M. le commandant du détachement de la CRS auto-routière Lorraine-Alsace,
M. le directeur départemental de la sécurité publique,
M. le président départemental du Centre National des Professions de l'Automobile,
M. le directeur interdépartemental des routes de l'Est,
M. le directeur départemental des territoires
Mme la directrice de la protection des populations,

M. le président de l'automobile club lorrain.
Nancy, le 17 décembre 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Voies et délais de recours :

Dans les deux mois à compter de la présente notification de la décision, les recours suivants peuvent être introduits :

- Un recours gracieux motivé adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision contestée.
- Un recours hiérarchique adressé à M. Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer, des collectivités territoriales et de l'immigration – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – - Sous-direction du Conseil Juridique et du Contentieux – Bureau du Contentieux et des Polices Administratives - 11 rue des Saussaies 75008 Paris Cedex 08.

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

- Un recours contentieux adressé au Tribunal Administratif – 5 place Carrière – 54 036 NANCY CEDEX.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

Extrait de l'arrêté du 17 décembre 2010 accordant l'agrément en qualité de dépanneur, sur autoroutes non concédées et voies expressives de Meurthe-et-Moselle, à la société ADL Assistance à MAXEVILLE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : A compter du 1er janvier 2011 et pour une durée de cinq ans, M. Jean-Louis COUTURIER gérant de la société ADL Assistance située 12 rue Jean Jaurès à MAXEVILLE (54320) est agréé en qualité de dépanneur, véhicules légers, sur autoroutes non concédées et voies expressives de Meurthe-et-Moselle, pour intervenir sur le secteur n° 2 (A31 PR267,300 au PR249 - BELLEVILLE-LAXOU).

Article 2 : M. Jean-Louis COUTURIER s'engage à respecter les clauses du cahier des charges dont une copie, dûment signée, lui sera adressée.

Article 3 : M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture, notifié à M. Jean-Louis COUTURIER et dont copie sera adressée à :

- M. le colonel, commandant le groupement départemental de gendarmerie,
- M. le commandant du détachement de la CRS auto-routière Lorraine-Alsace,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique,
- M. le président départemental du Centre National des Professions de l'Automobile,
- M. le directeur interdépartemental des routes de l'Est,
- M. le directeur départemental des territoires
- Mme la directrice de la protection des populations,
- M. le président de l'automobile club lorrain.

Nancy, le 17 décembre 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Voies et délais de recours :

Dans les deux mois à compter de la présente notification de la décision, les recours suivants peuvent être introduits :

- Un recours gracieux motivé adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision contestée.
- Un recours hiérarchique adressé à M. Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer, des collectivités territoriales et de l'immigration – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – - Sous-direction du Conseil Juridique et du Contentieux – Bureau du Contentieux et des Polices Administratives - 11 rue des Saussaies 75008 Paris Cedex 08.

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

- Un recours contentieux adressé au Tribunal Administratif – 5 place Carrière – 54 036 NANCY CEDEX.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

Extrait de l'arrêté du 17 décembre 2010 accordant l'agrément en qualité de dépanneur, sur autoroutes non concédées et voies expressives de Meurthe-et-Moselle, à la société Frouard Automobiles à FROUARD

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : A compter du 1er janvier 2011 et pour une durée de cinq ans, M. Hervé ANTONIO gérant de la société Frouard Automobiles située 4 rue Maréchal à FROUARD (54390) est agréé en qualité de dépanneur, véhicules légers, sur autoroutes non concédées et voies expressives de Meurthe-et-Moselle, pour intervenir sur le secteur n° 2 (A31 PR267,300 au PR249 - BELLEVILLE-LAXOU).

Article 2 : M. Hervé ANTONIO s'engage à respecter les clauses du cahier des charges dont une copie, dûment signée, lui sera adressée.

Article 3 : M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture, notifié à M. Hervé ANTONIO

dont copie sera adressée à :

- M. le colonel, commandant le groupement départemental de gendarmerie,
- M. le commandant du détachement de la CRS auto-routière Lorraine-Alsace,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique,
- M. le président départemental du Centre National des Professions de l'Automobile,
- M. le directeur interdépartemental des routes de l'Est,
- M. le directeur départemental des territoires
- Mme la directrice de la protection des populations,
- M. le président de l'automobile club lorrain.

Nancy, le 17 décembre 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Voies et délais de recours :

Dans les deux mois à compter de la présente notification de la décision, les recours suivants peuvent être introduits :

- Un recours gracieux motivé adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision contestée.

- Un recours hiérarchique adressé à M. Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer, des collectivités territoriales et de l'immigration – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – - Sous-direction du Conseil Juridique et du Contentieux – Bureau du Contentieux et des Polices Administratives - 11 rue des Saussaies 75008 Paris Cedex 08.

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

- Un recours contentieux adressé au Tribunal Administratif – 5 place Carrière – 54 036 NANCY CEDEX.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

Extrait de l'arrêté du 17 décembre 2010 accordant l'agrément en qualité de dépanneur, sur autoroutes non concédées et voies expressives de Meurthe-et-Moselle, à la SARL MAILLEFERT à FROUARD

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Article 1er : A compter du 1er janvier 2011 et pour une durée de cinq ans, M. David MAILLEFERT, gérant de la SARL MAILLEFERT située 91 rue de Metz à FROUARD (54390) est agréé en qualité de dépanneur, véhicules légers, sur autoroutes non concédées et voies expressives de Meurthe-et-Moselle, pour intervenir sur le secteur n° 2 (A31 PR267,300 au PR249 - BELLEVILLE-LAXOU).

Article 2 : M. David MAILLEFERT s'engage à respecter les clauses du cahier des charges dont une copie, dûment signée, lui sera adressée.

Article 3 : M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture, notifié à M. David MAILLEFERT dont copie sera adressée à :

M. le colonel, commandant le groupement départemental de gendarmerie,
M. le commandant du détachement de la CRS auto-routière Lorraine-Alsace,
M. le directeur départemental de la sécurité publique,
M. le président départemental du Centre National des Professions de l'Automobile,
M. le directeur interdépartemental des routes de l'Est,
M. le directeur départemental des territoires
Mme la directrice de la protection des populations,
M. le président de l'automobile club lorrain.

Nancy, le 17 décembre 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Voies et délais de recours :

Dans les deux mois à compter de la présente notification de la décision, les recours suivants peuvent être introduits :

- Un recours gracieux motivé adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision contestée.

- Un recours hiérarchique adressé à M. Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer, des collectivités territoriales et de l'immigration – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – - Sous-direction du Conseil Juridique et du Contentieux – Bureau du Contentieux et des Polices Administratives - 11 rue des Saussaies 75008 Paris Cedex 08.

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

- Un recours contentieux adressé au Tribunal Administratif – 5 place Carrière – 54 036 NANCY CEDEX.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

Extrait de l'arrêté du 17 décembre 2010 accordant l'agrément en qualité de dépanneur, sur autoroutes non concédées et voies expressives de Meurthe-et-Moselle, à la société Auto Service TOUL à GONDREVILLE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Article 1er : A compter du 1er janvier 2011 et pour une durée de cinq ans, M. Arnaud LARBRE, gérant de la société Auto Service TOUL située 125 rue de Bergerie à GONDREVILLE (54840) est agréé en qualité de dépanneur, véhicules légers, sur autoroutes non concédées et voies expressives de Meurthe-et-Moselle, pour intervenir sur le secteur n° 3 (A31 PR249 au PR229 – TOUL échangeur A31/RN4) ;

Article 2 : M. Arnaud LARBRE s'engage à respecter les clauses du cahier des charges dont une copie, dûment signée, lui sera adressée.

Article 3 : M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture, notifié à M. Arnaud LARBRE dont copie sera adressée à :

M. le colonel, commandant le groupement départemental de gendarmerie,
M. le commandant du détachement de la CRS auto-routière Lorraine-Alsace,
M. le directeur départemental de la sécurité publique,
M. le président départemental du Centre National des Professions de l'Automobile,
M. le directeur interdépartemental des routes de l'Est,
M. le directeur départemental des territoires
Mme la directrice de la protection des populations,
M. le président de l'automobile club lorrain.

Nancy, le 17 décembre 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Voies et délais de recours :

Dans les deux mois à compter de la présente notification de la décision, les recours suivants peuvent être introduits :

- Un recours gracieux motivé adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision contestée.

- Un recours hiérarchique adressé à M. Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer, des collectivités territoriales et de l'immigration – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – - Sous-direction du Conseil Juridique et du Contentieux – Bureau du Contentieux et des Polices Administratives - 11 rue des Saussaies 75008 Paris Cedex 08.

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

- Un recours contentieux adressé au Tribunal Administratif – 5 place Carrière – 54 036 NANCY CEDEX.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

Extrait de l'arrêté du 17 décembre 2010 accordant l'agrément en qualité de dépanneur, sur autoroutes non concédées et voies expressives de Meurthe-et-Moselle, à la société DASA Dépannage à MAXEVILLE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Article 1er : A compter du 1er janvier 2011 et pour une durée de cinq ans, M. Gilles EHRENFELD, gérant de la société DASA Dépannage située 43 rue Courbet à MAXEVILLE (54320) est agréé en qualité de dépanneur, véhicules légers, sur autoroutes non concédées et voies expressives de Meurthe-et-Moselle, pour intervenir sur le secteur n° 3 (A31 PR249 au PR229 – TOUL échangeur A31/RN4) ;

Article 2 : M. Gilles EHRENFELD s'engage à respecter les clauses du cahier des charges dont une copie, dûment signée, lui sera adressée.

Article 3 : M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture, notifié à M. Gilles EHRENFELD

dont copie sera adressée à :

M. le colonel, commandant le groupement départemental de gendarmerie,
M. le commandant du détachement de la CRS auto-routière Lorraine-Alsace,
M. le directeur départemental de la sécurité publique,
M. le président départemental du Centre National des Professions de l'Automobile,
M. le directeur interdépartemental des routes de l'Est,
M. le directeur départemental des territoires
Mme la directrice de la protection des populations,
M. le président de l'automobile club lorrain.

Nancy, le 17 décembre 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Voies et délais de recours :

Dans les deux mois à compter de la présente notification de la décision, les recours suivants peuvent être introduits :

- Un recours gracieux motivé adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision contestée.
- Un recours hiérarchique adressé à M. Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer, des collectivités territoriales et de l'immigration – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – - Sous-direction du Conseil Juridique et du Contentieux – Bureau du Contentieux et des Polices Administratives - 11 rue des Saussaies 75008 Paris Cedex 08.

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

- Un recours contentieux adressé au Tribunal Administratif – 5 place Carrière – 54 036 NANCY CEDEX.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

Extrait de l'arrêté du 17 décembre 2010 accordant l'agrément en qualité de dépanneur, sur autoroutes non concédées et voies expressives de Meurthe-et-Moselle, à la SARL PEZZOTTI à MAXEVILLE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Article 1er : A compter du 1er janvier 2011 et pour une durée de cinq ans, M. Léone PEZZOTTI, gérant de la SARL PEZZOTTI située 87 route de Metz à MAXEVILLE (54320) est agréé en qualité de dépanneur, véhicules légers, sur autoroutes non concédées et voies expressives de Meurthe-et-Moselle, pour intervenir sur le secteur n° 3 (A31 PR249 au PR229 – TOUL échangeur A31/RN4) ;

Article 2 : M. Léone PEZZOTTI s'engage à respecter les clauses du cahier des charges dont une copie, dûment signée, lui sera adressée.

Article 3 : M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture, notifié à M. Léone PEZZOTTI

dont copie sera adressée à :

M. le colonel, commandant le groupement départemental de gendarmerie,
M. le commandant du détachement de la CRS auto-routière Lorraine-Alsace,
M. le directeur départemental de la sécurité publique,
M. le président départemental du Centre National des Professions de l'Automobile,
M. le directeur interdépartemental des routes de l'Est,
M. le directeur départemental des territoires
Mme la directrice de la protection des populations,
M. le président de l'automobile club lorrain.

Nancy, le 17 décembre 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Voies et délais de recours :

Dans les deux mois à compter de la présente notification de la décision, les recours suivants peuvent être introduits :

- Un recours gracieux motivé adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision contestée.
- Un recours hiérarchique adressé à M. Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer, des collectivités territoriales et de l'immigration – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – - Sous-direction du Conseil Juridique et du Contentieux – Bureau du Contentieux et des Polices Administratives - 11 rue des Saussaies 75008 Paris Cedex 08.

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

- Un recours contentieux adressé au Tribunal Administratif – 5 place Carrière – 54 036 NANCY CEDEX.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

Extrait de l'arrêté du 17 décembre 2010 accordant l'agrément en qualité de dépanneur, sur autoroutes non concédées et voies expressives de Meurthe-et-Moselle, à la société RENAULT TRUCKS à LUDRES

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Article 1er : A compter du 1er janvier 2011 et pour une durée de cinq ans, M. Charles CORDIER, gérant de la société RENAULT TRUCKS située 116 rue Lavoisier à LUDRES (54710) est agréé en qualité de dépanneur, véhicules poids lourds, sur autoroutes non concédées et voies

expresses de Meurthe-et-Moselle, pour intervenir sur le secteur n° 3 (A330 PR0 au PR9,990 -Parc des expositions, FLAVIGNY-, A33 PR6 au PR26,400 -BRABOIS, LUNEVILLE château – et RN57 PR49 au PR71 – FLAVIGNY, limite VOSGES)

Article 2 : M. Charles CORDIER s'engage à respecter les clauses du cahier des charges dont une copie, dûment signée, lui sera adressée.

Article 3 : M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture, notifié à M. Charles CORDIER dont copie sera adressée à :

M. le colonel, commandant le groupement départemental de gendarmerie,
M. le commandant du détachement de la CRS auto-routière Lorraine-Alsace,
M. le directeur départemental de la sécurité publique,
M. le président départemental du Centre National des Professions de l'Automobile,
M. le directeur interdépartemental des routes de l'Est,
M. le directeur départemental des territoires
Mme la directrice de la protection des populations,
M. le président de l'automobile club lorrain.

Nancy, le 17 décembre 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Voies et délais de recours :

Dans les deux mois à compter de la présente notification de la décision, les recours suivants peuvent être introduits :

- Un recours gracieux motivé adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision contestée.

- Un recours hiérarchique adressé à M. Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer, des collectivités territoriales et de l'immigration – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – - Sous-direction du Conseil Juridique et du Contentieux – Bureau du Contentieux et des Polices Administratives - 11 rue des Saussaies 75008 Paris Cedex 08.

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

- Un recours contentieux adressé au Tribunal Administratif – 5 place Carrière – 54 036 NANCY CEDEX.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

Extrait de l'arrêté du 17 décembre 2010 accordant l'agrément en qualité de dépanneur, sur autoroutes non concédées et voies expresses de Meurthe-et-Moselle, à la société BSA Dépannage à NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Article 1er : A compter du 1er janvier 2011 et pour une durée de cinq ans, M. Gilles EHRENFELD, gérant de la société BSA Dépannage située 9 route de Mirecourt à NANCY (54000) est agréé en qualité de dépanneur, véhicules légers, sur autoroutes non concédées et voies expresses de Meurthe-et-Moselle, pour intervenir sur le secteur n° 4 (A33 PR0 au PR10 – RD674 – LAXOU HOUEMONT - échangeur A33/A330 – et A330 PR0 au PR5,150 -Parc des expositions LUDRES)

Article 2 : M. Gilles EHRENFELD s'engage à respecter les clauses du cahier des charges dont une copie, dûment signée, lui sera adressée.

Article 3 : M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture, notifié à M. Gilles EHRENFELD

dont copie sera adressée à :

M. le colonel, commandant le groupement départemental de gendarmerie,
M. le commandant du détachement de la CRS auto-routière Lorraine-Alsace,
M. le directeur départemental de la sécurité publique,
M. le président départemental du Centre National des Professions de l'Automobile,
M. le directeur interdépartemental des routes de l'Est,
M. le directeur départemental des territoires
Mme la directrice de la protection des populations,
M. le président de l'automobile club lorrain.

Nancy, le 17 décembre 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Voies et délais de recours :

Dans les deux mois à compter de la présente notification de la décision, les recours suivants peuvent être introduits :

- Un recours gracieux motivé adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision contestée.

- Un recours hiérarchique adressé à M. Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer, des collectivités territoriales et de l'immigration – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – - Sous-direction du Conseil Juridique et du Contentieux – Bureau du Contentieux et des Polices Administratives - 11 rue des Saussaies 75008 Paris Cedex 08.

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

- Un recours contentieux adressé au Tribunal Administratif – 5 place Carrière – 54 036 NANCY CEDEX.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

Extrait de l'arrêté du 17 décembre 2010 accordant l'agrément en qualité de dépanneur, sur autoroutes non concédées et voies expresses de Meurthe-et-Moselle, à la société Delta Auto Pièces à NEUVES-MAISONS

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Article 1er : A compter du 1er janvier 2011 et pour une durée de cinq ans, M. Christian KAUFMANN, gérant de la société Delta Auto Pièces située 920 rue Pasteur à NEUVES-MAISONS (54230) est agréé en qualité de dépanneur, véhicules légers, sur autoroutes non concédées et voies expresses de Meurthe-et-Moselle, pour intervenir sur le secteur n° 4 (A33 PR0 au PR10 – RD674 – LAXOU HOUEMONT - échangeur A33/A330 – et A330 PR0 au PR5,150 -Parc des expositions LUDRES)

Article 2 : M. Christian KAUFMANN s'engage à respecter les clauses du cahier des charges dont une copie, dûment signée, lui sera adressée.

Article 3 : M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture, notifié à M. Christian KAUFMANN

dont copie sera adressée à :

M. le colonel, commandant le groupement départemental de gendarmerie,

M. le commandant du détachement de la CRS auto-routière Lorraine-Alsace,
M. le directeur départemental de la sécurité publique,
M. le président départemental du Centre National des Professions de l'Automobile,
M. le directeur interdépartemental des routes de l'Est,
M. le directeur départemental des territoires
Mme la directrice de la protection des populations,
M. le président de l'automobile club lorrain.
Nancy, le 17 décembre 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Voies et délais de recours :

Dans les deux mois à compter de la présente notification de la décision, les recours suivants peuvent être introduits :

- Un recours gracieux motivé adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision contestée.
- Un recours hiérarchique adressé à M. Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer, des collectivités territoriales et de l'immigration – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – - Sous-direction du Conseil Juridique et du Contentieux – Bureau du Contentieux et des Polices Administratives - 11 rue des Saussaies 75008 Paris Cedex 08.

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

- Un recours contentieux adressé au Tribunal Administratif – 5 place Carrière – 54 036 NANCY CEDEX.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

Extrait de l'arrêté du 17 décembre 2010 accordant l'agrément en qualité de dépanneur, sur autoroutes non concédées et voies expressives de Meurthe-et-Moselle, à la société LUNEVILLE DEPANNAGE à MONCEL-LES-LUNEVILLE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : A compter du 1er janvier 2011 et pour une durée de cinq ans, M. Jean-Philippe TANGUY, gérant de la société LUNEVILLE DEPANNAGE située ZA d'Ecosseuse à MONCEL LES LUNEVILLE (54300) est agréé en qualité de dépanneur, véhicules poids lourds, sur autoroutes non concédées et voies expressives de Meurthe-et-Moselle, pour intervenir sur le secteur n° 4 (RN4 PR26,400 au PR65 – LUNEVILLE château, giratoire de COGNEY et RN59 PR3,5 au PR32,5 – MONCEL LES LUNEVILLE, limite VOSGES).

Article 2 : M. Jean-Philippe TANGUY s'engage à respecter les clauses du cahier des charges dont une copie, dûment signée, lui sera adressée.

Article 3 : M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture, notifié à M. Jean-Philippe TANGUY dont copie sera adressée à :

M. le colonel, commandant le groupement départemental de gendarmerie,
M. le commandant du détachement de la CRS auto-routière Lorraine-Alsace,
M. le directeur départemental de la sécurité publique,
M. le président départemental du Centre National des Professions de l'Automobile,
M. le directeur interdépartemental des routes de l'Est,
M. le directeur départemental des territoires
Mme la directrice de la protection des populations,
M. le président de l'automobile club lorrain.
Nancy, le 17 décembre 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Voies et délais de recours :

Dans les deux mois à compter de la présente notification de la décision, les recours suivants peuvent être introduits :

- Un recours gracieux motivé adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision contestée.
- Un recours hiérarchique adressé à M. Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer, des collectivités territoriales et de l'immigration – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – - Sous-direction du Conseil Juridique et du Contentieux – Bureau du Contentieux et des Polices Administratives - 11 rue des Saussaies 75008 Paris Cedex 08.

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

- Un recours contentieux adressé au Tribunal Administratif – 5 place Carrière – 54 036 NANCY CEDEX.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

Extrait de l'arrêté du 17 décembre 2010 accordant l'agrément en qualité de dépanneur, sur autoroutes non concédées et voies expressives de Meurthe-et-Moselle, à la société Garage DOSDA à BLAINVILLE-SUR-L'EAU

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : A compter du 1er janvier 2011 et pour une durée de cinq ans, M. Thomas DOSDA, gérant de la société Garage DOSDA située 2 rue de la justice à BLAINVILLE SUR L'EAU (54360) est agréé en qualité de dépanneur, véhicules légers, sur autoroutes non concédées et voies expressives de Meurthe-et-Moselle, pour intervenir sur le secteur n° 5 (A33 PR10 au PR26,400)

Article 2 : M. Thomas DOSDA s'engage à respecter les clauses du cahier des charges dont une copie, dûment signée, lui sera adressée.

Article 3 : M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture, notifié à M. Thomas DOSDA dont copie sera adressée à :

M. le colonel, commandant le groupement départemental de gendarmerie,
M. le commandant du détachement de la CRS auto-routière Lorraine-Alsace,
M. le directeur départemental de la sécurité publique,
M. le président départemental du Centre National des Professions de l'Automobile,
M. le directeur interdépartemental des routes de l'Est,
M. le directeur départemental des territoires
Mme la directrice de la protection des populations,
M. le président de l'automobile club lorrain.

Nancy, le 17 décembre 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Voies et délais de recours :

Dans les deux mois à compter de la présente notification de la décision, les recours suivants peuvent être introduits :

- Un recours gracieux motivé adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision contestée.
- Un recours hiérarchique adressé à M. Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer, des collectivités territoriales et de l'immigration – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – - Sous-direction du Conseil Juridique et du Contentieux – Bureau du Contentieux et des Polices Administratives - 11 rue des Saussaies 75008 Paris Cedex 08.

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

- Un recours contentieux adressé au Tribunal Administratif – 5 place Carrière – 54 036 NANCY CEDEX.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

Extrait de l'arrêté du 17 décembre 2010 accordant l'agrément en qualité de dépanneur, sur autoroutes non concédées et voies expressives de Meurthe-et-Moselle, à la société Garage FERRY à ROSIERES-AUX-SALINES

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : A compter du 1er janvier 2011 et pour une durée de cinq ans, M. Dominique FERRY, gérant de la société Garage FERRY située place du monument à ROSIERES AUX SALINES (54110) est agréé en qualité de dépanneur, véhicules légers, sur autoroutes non concédées et voies expressives de Meurthe-et-Moselle, pour intervenir sur le secteur n° 5 (A33 PR10 au PR26,400)

Article 2 : M. Dominique FERRY s'engage à respecter les clauses du cahier des charges dont une copie, dûment signée, lui sera adressée.

Article 3 : M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture, notifié à M. Dominique FERRY

dont copie sera adressée à :

- M. le colonel, commandant le groupement départemental de gendarmerie,
- M. le commandant du détachement de la CRS auto-routière Lorraine-Alsace,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique,
- M. le président départemental du Centre National des Professions de l'Automobile,
- M. le directeur interdépartemental des routes de l'Est,
- M. le directeur départemental des territoires
- Mme la directrice de la protection des populations,
- M. le président de l'automobile club lorrain.

Nancy, le 17 décembre 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Voies et délais de recours :

Dans les deux mois à compter de la présente notification de la décision, les recours suivants peuvent être introduits :

- Un recours gracieux motivé adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision contestée.
- Un recours hiérarchique adressé à M. Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer, des collectivités territoriales et de l'immigration – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – - Sous-direction du Conseil Juridique et du Contentieux – Bureau du Contentieux et des Polices Administratives - 11 rue des Saussaies 75008 Paris Cedex 08.

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

- Un recours contentieux adressé au Tribunal Administratif – 5 place Carrière – 54 036 NANCY CEDEX.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

Extrait de l'arrêté du 17 décembre 2010 accordant l'agrément en qualité de dépanneur, sur autoroutes non concédées et voies expressives de Meurthe-et-Moselle, à la société Renault Service Damelevières à DAMELEVIÈRES

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : A compter du 1er janvier 2011 et pour une durée de cinq ans, M. Thomas DOSDA, gérant de la société Renault Service Damelevières située 33 rue de Lorraine à DAMELEVIÈRES (54360) est agréé en qualité de dépanneur, véhicules légers, sur autoroutes non concédées et voies expressives de Meurthe-et-Moselle, pour intervenir sur le secteur n° 5 (A33 PR10 au PR26,400)

Article 2 : M. Thomas DOSDA s'engage à respecter les clauses du cahier des charges dont une copie, dûment signée, lui sera adressée.

Article 3 : M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture, notifié à M. Thomas DOSDA

dont copie sera adressée à :

- M. le colonel, commandant le groupement départemental de gendarmerie,
- M. le commandant du détachement de la CRS auto-routière Lorraine-Alsace,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique,
- M. le président départemental du Centre National des Professions de l'Automobile,
- M. le directeur interdépartemental des routes de l'Est,
- M. le directeur départemental des territoires
- Mme la directrice de la protection des populations,
- M. le président de l'automobile club lorrain.

Nancy, le 17 décembre 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Voies et délais de recours :

Dans les deux mois à compter de la présente notification de la décision, les recours suivants peuvent être introduits :

- Un recours gracieux motivé adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision contestée.
- Un recours hiérarchique adressé à M. Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer, des collectivités territoriales et de l'immigration – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – - Sous-direction du Conseil Juridique et du Contentieux – Bureau du Contentieux et des Polices Administratives - 11 rue des Saussaies 75008 Paris Cedex 08.

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

- Un recours contentieux adressé au Tribunal Administratif – 5 place Carrière – 54 036 NANCY CEDEX.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

Extrait de l'arrêté du 17 décembre 2010 accordant l'agrément en qualité de dépanneur, sur autoroutes non concédées et voies expressives de Meurthe-et-Moselle, à la société SNADA à MANONCOURT

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : A compter du 1er janvier 2011 et pour une durée de cinq ans, M. Jean-Claude THOMAS, gérant de la société SNADA située route de Ville-en-Vermois à MANONCOURT (54210) est agréé en qualité de dépanneur, véhicules légers, sur autoroutes non concédées et voies expressives de Meurthe-et-Moselle, pour intervenir sur le secteur n° 5 (A33 PR10 au PR26,400)

Article 2 : M. Jean-Claude THOMAS s'engage à respecter les clauses du cahier des charges dont une copie, dûment signée, lui sera adressée.

Article 3 : M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture, notifié à M. Jean-Claude THOMAS dont copie sera adressée à :

M. le colonel, commandant le groupement départemental de gendarmerie,

M. le commandant du détachement de la CRS auto-routière Lorraine-Alsace,

M. le directeur départemental de la sécurité publique,

M. le président départemental du Centre National des Professions de l'Automobile,

M. le directeur interdépartemental des routes de l'Est,

M. le directeur départemental des territoires

Mme la directrice de la protection des populations,

M. le président de l'automobile club lorrain.

Nancy, le 17 décembre 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Voies et délais de recours :

Dans les deux mois à compter de la présente notification de la décision, les recours suivants peuvent être introduits :

- Un recours gracieux motivé adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision contestée.

- Un recours hiérarchique adressé à M. Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer, des collectivités territoriales et de l'immigration – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – - Sous-direction du Conseil Juridique et du Contentieux – Bureau du Contentieux et des Polices Administratives - 11 rue des Saussaies 75008 Paris Cedex 08.

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

- Un recours contentieux adressé au Tribunal Administratif – 5 place Carrière – 54 036 NANCY CEDEX.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

Extrait de l'arrêté du 17 décembre 2010 accordant l'agrément en qualité de dépanneur, sur autoroutes non concédées et voies expressives de Meurthe-et-Moselle, à la SARL PERRETTE à OGEVILLER

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : A compter du 1er janvier 2011 et pour une durée de cinq ans, M. Christian PERRETTE, gérant de la SARL PERRETTE située 8 route de Strasbourg à OGEVILLER (54450) est agréé en qualité de dépanneur, véhicules légers, sur autoroutes non concédées et voies expressives de Meurthe-et-Moselle, pour intervenir sur le secteur n° 7 (RN4 PR46,700 au PR65 – THIEBAUMENIL – giratoire de COGNEY)

Article 2 : M. Christian PERRETTE s'engage à respecter les clauses du cahier des charges dont une copie, dûment signée, lui sera adressée.

Article 3 : M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture, notifié à M. Christian PERRETTE

dont copie sera adressée à :

M. le colonel, commandant le groupement départemental de gendarmerie,

M. le commandant du détachement de la CRS auto-routière Lorraine-Alsace,

M. le directeur départemental de la sécurité publique,

M. le président départemental du Centre National des Professions de l'Automobile,

M. le directeur interdépartemental des routes de l'Est,

M. le directeur départemental des territoires

Mme la directrice de la protection des populations,

M. le président de l'automobile club lorrain.

Nancy, le 17 décembre 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Voies et délais de recours :

Dans les deux mois à compter de la présente notification de la décision, les recours suivants peuvent être introduits :

- Un recours gracieux motivé adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision contestée.

- Un recours hiérarchique adressé à M. Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer, des collectivités territoriales et de l'immigration – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – - Sous-direction du Conseil Juridique et du Contentieux – Bureau du Contentieux et des Polices Administratives - 11 rue des Saussaies 75008 Paris Cedex 08.

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

- Un recours contentieux adressé au Tribunal Administratif – 5 place Carrière – 54 036 NANCY CEDEX.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

Extrait de l'arrêté du 17 décembre 2010 accordant l'agrément en qualité de dépanneur, sur autoroutes non concédées et voies expressives de Meurthe-et-Moselle, à la société Garage PETITJEAN à CEINTREY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : A compter du 1er janvier 2011 et pour une durée de cinq ans, M. François PETITJEAN, gérant de la société Garage PETITJEAN située route de Mirecourt à CEINTREY (54134) est agréé en qualité de dépanneur, véhicules légers, sur autoroutes non concédées et voies expressives de Meurthe-et-Moselle, pour intervenir sur le secteur n° 9 (A330 PR5,150 au PR9,990 – LUDRES, FLAVIGNY et RN57 PR49 au PR71 – FLAVIGNY, limite VOSGES)

Article 2 : M. François PETITJEAN s'engage à respecter les clauses du cahier des charges dont une copie, dûment signée, lui sera adressée.

Article 3 : M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture, notifié à M. François PETITJEAN dont copie sera adressée à :

M. le colonel, commandant le groupement départemental de gendarmerie,
M. le commandant du détachement de la CRS auto-routière Lorraine-Alsace,
M. le directeur départemental de la sécurité publique,
M. le président départemental du Centre National des Professions de l'Automobile,
M. le directeur interdépartemental des routes de l'Est,
M. le directeur départemental des territoires
Mme la directrice de la protection des populations,
M. le président de l'automobile club lorrain.

Nancy, le 17 décembre 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Voies et délais de recours :

Dans les deux mois à compter de la présente notification de la décision, les recours suivants peuvent être introduits :

- Un recours gracieux motivé adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision contestée.
- Un recours hiérarchique adressé à M. Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer, des collectivités territoriales et de l'immigration – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – - Sous-direction du Conseil Juridique et du Contentieux – Bureau du Contentieux et des Polices Administratives - 11 rue des Saussaies 75008 Paris Cedex 08.

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

- Un recours contentieux adressé au Tribunal Administratif – 5 place Carrière – 54 036 NANCY CEDEX.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

Extrait de l'arrêté du 17 décembre 2010 accordant l'agrément en qualité de dépanneur, sur autoroutes non concédées et voies expressives de Meurthe-et-Moselle, à la société Garage SYLVESTRE à BAYON

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : A compter du 1er janvier 2011 et pour une durée de cinq ans, M. Olivier SYLVESTRE, gérant de la société Garage SYLVESTRE située 24 rue de la Moselle à BAYON (54290) est agréé en qualité de dépanneur, véhicules légers, sur autoroutes non concédées et voies expressives de Meurthe-et-Moselle, pour intervenir sur le secteur n° 9 (A330 PR5,150 au PR9,990 – LUDRES, FLAVIGNY et RN57 PR49 au PR71 – FLAVIGNY, limite VOSGES)

Article 2 : M. Olivier SYLVESTRE s'engage à respecter les clauses du cahier des charges dont une copie, dûment signée, lui sera adressée.

Article 3 : M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture, notifié à M. Olivier SYLVESTRE dont copie sera adressée à :

M. le colonel, commandant le groupement départemental de gendarmerie,
M. le commandant du détachement de la CRS auto-routière Lorraine-Alsace,
M. le directeur départemental de la sécurité publique,
M. le président départemental du Centre National des Professions de l'Automobile,
M. le directeur interdépartemental des routes de l'Est,
M. le directeur départemental des territoires
Mme la directrice de la protection des populations,
M. le président de l'automobile club lorrain.

Nancy, le 17 décembre 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Voies et délais de recours :

Dans les deux mois à compter de la présente notification de la décision, les recours suivants peuvent être introduits :

- Un recours gracieux motivé adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision contestée.
- Un recours hiérarchique adressé à M. Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer, des collectivités territoriales et de l'immigration – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – - Sous-direction du Conseil Juridique et du Contentieux – Bureau du Contentieux et des Polices Administratives - 11 rue des Saussaies 75008 Paris Cedex 08.

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

- Un recours contentieux adressé au Tribunal Administratif – 5 place Carrière – 54 036 NANCY CEDEX.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

Extrait de l'arrêté du 17 décembre 2010 accordant l'agrément en qualité de dépanneur, sur autoroutes non concédées et voies expressives de Meurthe-et-Moselle, à la SARL TSCHANNEN à BAYON

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : A compter du 1er janvier 2011 et pour une durée de cinq ans, M. Claude TSCHANNEN, gérant de la SARL TSCHANNEN située 20 rue de la Moselle à BAYON (54290) est agréé en qualité de dépanneur, véhicules légers, sur autoroutes non concédées et voies expressives de

Meurthe-et-Moselle, pour intervenir sur le secteur n° 9 (A330 PR5,150 au PR9,990 – LUDRES, FLAVIGNY et RN57 PR49 au PR71 – FLAVIGNY, limite VOSGES)

Article 2 : M. Claude TSCHANNEN s'engage à respecter les clauses du cahier des charges dont une copie, dûment signée, lui sera adressée.

Article 3 : M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture, notifié à M. Claude TSCHANNEN dont copie sera adressée à :

M. le colonel, commandant le groupement départemental de gendarmerie,
M. le commandant du détachement de la CRS auto-routière Lorraine-Alsace,
M. le directeur départemental de la sécurité publique,
M. le président départemental du Centre National des Professions de l'Automobile,
M. le directeur interdépartemental des routes de l'Est,
M. le directeur départemental des territoires
Mme la directrice de la protection des populations,
M. le président de l'automobile club lorrain.

Nancy, le 17 décembre 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Voies et délais de recours :

Dans les deux mois à compter de la présente notification de la décision, les recours suivants peuvent être introduits :

- Un recours gracieux motivé adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision contestée.
- Un recours hiérarchique adressé à M. Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer, des collectivités territoriales et de l'immigration – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – - Sous-direction du Conseil Juridique et du Contentieux – Bureau du Contentieux et des Polices Administratives - 11 rue des Saussaies 75008 Paris Cedex 08.

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

- Un recours contentieux adressé au Tribunal Administratif – 5 place Carrière – 54 036 NANCY CEDEX.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

Extrait de l'arrêté du 17 décembre 2010 accordant l'agrément en qualité de dépanneur, sur autoroutes non concédées et voies expressives de Meurthe-et-Moselle, à la société Garage BERLEUX à CHOLOY-MENILLOT

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Article 1er : A compter du 1er janvier 2011 et pour une durée de cinq ans, M. Sylvain BERLEUX, gérant de la société Garage BERLEUX, située route de Toul à CHOLOY-MENILLOT (54200) est agréé en qualité de dépanneur, sur autoroutes non concédées et voies expressives de Meurthe-et-Moselle, pour intervenir sur :

- le secteur n° 3 (A31 PR249 au PR229 – TOUL échangeur A31/RN4) en catégorie véhicules légers ;
- le secteur n° 2 (A31 PR229 au PR249 – échangeur A31/RN4-LAXOU et A33 PR0 au PR6 – LAXOU BRABOIS) en catégorie véhicules poids lourds.

Article 2 : M. Sylvain BERLEUX s'engage à respecter les clauses du cahier des charges dont une copie, dûment signée, lui sera adressée.

Article 3 : M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture, notifié à M. Sylvain BERLEUX et dont copie sera adressée à :

M. le colonel, commandant le groupement départemental de gendarmerie,
M. le commandant du détachement de la CRS auto-routière Lorraine-Alsace,
M. le directeur départemental de la sécurité publique,
M. le président départemental du Centre National des Professions de l'Automobile,
M. le directeur interdépartemental des routes de l'Est,
M. le directeur départemental des territoires
Mme la directrice de la protection des populations,
M. le président de l'automobile club lorrain.

Nancy, le 17 décembre 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Voies et délais de recours :

Dans les deux mois à compter de la présente notification de la décision, les recours suivants peuvent être introduits :

- Un recours gracieux motivé adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision contestée.
- Un recours hiérarchique adressé à M. Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer, des collectivités territoriales et de l'immigration – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – - Sous-direction du Conseil Juridique et du Contentieux – Bureau du Contentieux et des Polices Administratives - 11 rue des Saussaies 75008 Paris Cedex 08.

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

- Un recours contentieux adressé au Tribunal Administratif – 5 place Carrière – 54 036 NANCY CEDEX.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

Extrait de l'arrêté du 17 décembre 2010 accordant l'agrément en qualité de dépanneur, sur autoroutes non concédées et voies expressives de Meurthe-et-Moselle, à la SARL LARONXE AUTOMOBILES à LARONXE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Article 1er : A compter du 1er janvier 2011 et pour une durée de cinq ans, M. Christophe VIEZ, gérant de la SARL LARONXE AUTOMOBILES, situé 14 route de Lunéville à LARONXE (54950) est agréé en qualité de dépanneur, véhicules légers, sur autoroutes non concédées et voies expressives de Meurthe-et-Moselle, pour intervenir sur :

- le secteur n° 6 (RN4 PR 26,400 au PR 46,700 – LUNEVILLE Château THIEBAUMENIL) ;
- le secteur n° 7 (RN4 PR46,700 au PR65 – THIEBAUMENIL , giratoire de COGNEY) ;
- le secteur 8 (RN59 PR3 au PR32,5 - MONCEL LES LUNEVILLE, limite VOSGES) .

Article 2 : M. Christophe VIEZ s'engage à respecter les clauses du cahier des charges dont une copie, dûment signée, leur sera adressée.

Article 3 : M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture, notifié à M. Christophe VIEZ et dont copie sera adressée à :

M. le colonel, commandant le groupement départemental de gendarmerie,
M. le commandant du détachement de la CRS auto-routière Lorraine-Alsace,
M. le directeur départemental de la sécurité publique,
M. le président départemental du Centre National des Professions de l'Automobile,
M. le directeur interdépartemental des routes de l'Est,
M. le directeur départemental des territoires
Mme la directrice de la protection des populations,
M. le président de l'automobile club lorrain.
Nancy, le 17 décembre 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Voies et délais de recours :

Dans les deux mois à compter de la présente notification de la décision, les recours suivants peuvent être introduits :

- Un recours gracieux motivé adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision contestée.
- Un recours hiérarchique adressé à M. Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer, des collectivités territoriales et de l'immigration – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – - Sous-direction du Conseil Juridique et du Contentieux – Bureau du Contentieux et des Polices Administratives - 11 rue des Saussaies 75008 Paris Cedex 08.

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

- Un recours contentieux adressé au Tribunal Administratif – 5 place Carrière – 54 036 NANCY CEDEX.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

Extrait de l'arrêté du 17 décembre 2010 accordant l'agrément en qualité de dépanneur, sur autoroutes non concédées et voies expressives de Meurthe-et-Moselle, à la société SODIAL à LUNEVILLE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Article 1er : A compter du 1er janvier 2011 et pour une durée de cinq ans, M. Jean-Louis KAISER, gérant de la société SODIAL, situé 95 faubourg de Méné à LUNEVILLE (54302) est agréé en qualité de dépanneur, véhicules légers, sur autoroutes non concédées et voies expressives de Meurthe-et-Moselle, pour intervenir sur :

- le secteur n° 6 (RN4 PR 26,400 au PR 46,700 – LUNEVILLE Château THIEBAUMENIL) ;
- le secteur n° 7 (RN4 PR46,700 au PR65 – THIEBAUMENIL , giratoire de COGNEY) ;
- le secteur 8 (RN59 PR3 au PR32,5 - MONCEL LES LUNEVILLE, limite VOSGES) .

Article 2 : M. Jean-Louis KAISER s'engage à respecter les clauses du cahier des charges dont une copie, dûment signée, leur sera adressée.

Article 3 : M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture, notifié à M. Jean-Louis KAISER et dont copie sera adressée à :

M. le colonel, commandant le groupement départemental de gendarmerie,
M. le commandant du détachement de la CRS auto-routière Lorraine-Alsace,
M. le directeur départemental de la sécurité publique,
M. le président départemental du Centre National des Professions de l'Automobile,
M. le directeur interdépartemental des routes de l'Est,
M. le directeur départemental des territoires
Mme la directrice de la protection des populations,
M. le président de l'automobile club lorrain.
Nancy, le 17 décembre 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Voies et délais de recours :

Dans les deux mois à compter de la présente notification de la décision, les recours suivants peuvent être introduits :

- Un recours gracieux motivé adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision contestée.
- Un recours hiérarchique adressé à M. Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer, des collectivités territoriales et de l'immigration – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – - Sous-direction du Conseil Juridique et du Contentieux – Bureau du Contentieux et des Polices Administratives - 11 rue des Saussaies 75008 Paris Cedex 08.

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

- Un recours contentieux adressé au Tribunal Administratif – 5 place Carrière – 54 036 NANCY CEDEX.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

**AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE -
DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**
Service établissements de santé

Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 210/2010 du 20 décembre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 3 032 272 € soit :

- 1) 3 027 618 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
2 724 023 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
141 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
18 006 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
284 492 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
956 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 2 554 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;
- 3) 2 100 € au titre des produits et prestations ;
- Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement Maternité Régionale et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution ;
- Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.
- Nancy, le 20 décembre 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé
et par délégation,
Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

Extrait de l'arrêté ARS – DT 54 N° 211/2010 du 20 décembre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de LUNEVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

AR R E T E

- Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 693 437 € soit :
- 1) 1 630 063 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
1 388 741 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
35 187 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
2 777 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
199 559 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
3 799 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 25 902 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;
- 3) 37 472 € au titre des produits et prestations ;
- Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement CENTRE HOSPITALIER de LUNEVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution ;
- Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.
- Nancy, le 20 décembre 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé
et par délégation,
Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 212/2010 du 20 décembre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

AR R E T E

- Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 563 512 € soit :
- 1) 562 236 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
468 744 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
19 589 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
73 750 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
153 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 1 276 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;
- Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement CENTRE HOSPITALIER - PONT A MOUSSON et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.
- Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.
- Nancy, le 20 décembre 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé
et par délégation,
Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 213/2010 du 20 décembre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à La Maison hospitalière SAINT-CHARLES à NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

AR R E T E

- Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 118 709 € soit :
- 118 709 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
117 984 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
725 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
- Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement Maison hospitalière St CHARLES à NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution ;
- Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle ;
- Nancy, le 20 décembre 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé
et par délégation,

Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 214/2010 du 20 décembre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques PARISOT à BAINVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 79 217 € soit :

79 217 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

79 217 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement Jacques PARISOT à BAINVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution ;

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 20 décembre 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé
et par délégation,
Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 215/2010 du 20 décembre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 26 523 137 € soit :

1) 23 779 786 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

21 112 787 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

Dont 154 862 € au titre de 2008 et 97 786 € au titre de 2009.

84 205 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

2 488 234 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques dont 94 620 € au titre de 2009.

73 608 € au titre des forfaits "prélèvements d'organes" (PO) ;

20 952 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 1 875 249 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

3) 868 102 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement C.H.U. de NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 20 décembre 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé
et par délégation,
Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 216/2010 du 20 décembre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin à VANDOEUVRE, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 3 126 338 € soit :

1) 2 643 619 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

2 472 167 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

170 211 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

1 241 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 478 724 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

3) 3 995 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement C.R.L.C.C. Alexis VAUTRIN à VANDOEUVRE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution ;

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle ;

Nancy, le 20 décembre 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé
et par délégation,
Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 217/2010 du 20 décembre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de BACCARAT, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 - N° FINESS Etablissement : 540 000 072

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 56 951 € soit :

56 951 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

56 951 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement HOPITAL de BACCARAT et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 20 décembre 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé
et par délégation,
Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 218/2010 du 20 décembre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 001 163

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 456 054 € soit :

1) 2 157 166 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 961 859 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

7 908 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

186 718 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

681 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 96 390 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

3) 202 498 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement SINCAL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution ;

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 20 décembre 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé
et par délégation,
Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 219/2010 du 20 décembre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de TOUL, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 428 442 € soit :

1) 1 342 408 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 150 018 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

30 946 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

2 798 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

157 279 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

1 367 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 17 401 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

3) 68 633 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement CENTRE HOSPITALIER de TOUL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 20 décembre 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé
et par délégation,
Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE

Extrait de l'arrêté N° 33/54/10 du 22 décembre 2010 modifiant l'arrêté préfectoral n° 732/54/10 du 27 octobre 2010 autorisant la création d'un service de préposés d'établissement Mandataires Judiciaires à la protection des majeurs par le Centre Psychothérapique de NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1er : L'article 7 de l'arrêté préfectoral n° 732/54/10 du 27 octobre 2010 autorisation la création d'un service de préposés d'établissement Mandataires Judiciaires à la protection des majeurs par le Centre Psychothérapique de NANCY est modifié comme suit :

Article 7 : Ce service est répertorié dans le Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux (FINESS) de la façon suivante :

Entité Juridique :

N° FINESS : 54 000 005 6 Centre Psychothérapique Nancy

Code statut juridique : 11 Etablissement Public Départ. Hosp.

Entité Etablissement :

N° FINESS : 54 002 110 2 CPN Laxou - MJPM

Code catégorie : 340 M.J.P.M.

Code discipline : 520 Capacité : 130 Mesures

Code activité/fonctionnement : 50

Code clientèle : 860

Code MFT : 30 Préfet de département établissements et services sociaux

Article 2 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle et Monsieur le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 22 décembre 2010

Pour le Préfet Absent,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté n° 34/54/10 du 22 décembre 2010 modifiant l'arrêté préfectoral n° 728/54/10 du 27 octobre 2010 autorisant l'ouverture d'un service mandataire judiciaire à la protection des majeurs par l'association Adultes et Enfants Inadaptés Mentaux

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} : L'article 6 de l'arrêté préfectoral n° 728/54/10 du 27 octobre 2010 autorisant l'ouverture d'un service mandataire judiciaire à la protection des majeurs par l'association Adultes et Enfants Inadaptés Mentaux, est modifié comme suit :

Article 6 : Ce service est répertorié dans le Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux (FINESS) de la façon suivante :

Entité juridique : A.E.I.M - 6 Allée de Saint Cloud - CS 90154 - 54602 VILLERS LES NANCY

N° Finess : 54 000 674 9

Code statut juridique : 61 ASS L.1901 R.U.P

Entité établissement : A.E.I.M M.J.P.M - 4 allée de l'Alzette - 54500 VANDOEUVRE LES NANCY

N° Finess : 54 002 105 2

Code catégorie : 340 M.J.P.M

Code discipline : 520

Capacité : 480 mesures

Code activité/fonctionnement : 50

Code clientèle : 860

Code MFT : 30

Article 2 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 décembre 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté n° 35/54/10 du 22 décembre 2010 modifiant l'arrêté préfectoral n° 730/54/10 du 27 octobre 2010 autorisant l'ouverture d'un service mandataire judiciaire à la protection des majeurs par l'Union Départementale des Associations Familiales

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} : L'article 6 de l'arrêté préfectoral n° 730/54/10 du 27 octobre 2010 autorisant l'ouverture d'un service mandataire judiciaire à la protection des majeurs par l'Union Départementale des Associations Familiales, est modifié comme suit :

Article 6 : Ce service est répertorié dans le Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux (FINESS) de la façon suivante :

Entité juridique : UDAF - 11 rue Albert Lebrun - 54000 NANCY

N° Finess : 54 000 220 1

Code statut juridique : 61 ASS L. 1901 R.U.P

Entité établissement : UDAF MJPM - 11 rue Albert Lebrun - 54000 NANCY

N° Finess : 54 002 106 0

Code catégorie : 340 M.J.P.M

Code discipline : 520

Capacité : 2 000 mesures

Code activité/fonctionnement : 50

Code clientèle : 860

Code MFT : 30

Article 7 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 décembre 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté n° 36/54/10 du 22 décembre 2010 modifiant l'arrêté préfectoral n° 731/54/10 du 27 octobre 2010 autorisant l'ouverture d'un service d'aide à la gestion du budget familial par l'Union Départementale des Associations Familiales

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} : L'article 6 de l'arrêté préfectoral n° 731/54/10 du 27 octobre 2010 autorisant l'ouverture d'un service d'aide à la gestion du budget familial par l'Union Départementale des Associations familiales, est modifié comme suit :

Article 6 : Ce service est répertorié dans le Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux (FINESS) de la façon suivante :

Entité Juridique : UDAF - 11 rue Albert Lebrun - 54000 NANCY

N° Finess : 54 000 220 1

Code statut juridique : 61 ASS L. 1901 R.U.P

Entité établissement : UDAF DPF - 11 rue Albert Lebrun - 54000 NANCY

N° Finess : 54 002 107 8

Code catégorie : 344 D.P.F

Code discipline : 380

Capacité : 210 familles

Code activité/fonctionnement : 51

Code clientèle : 807

Code MFT : 30

Article 7 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 décembre 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté n° 37/54/10 du 22 décembre 2010 modifiant l'arrêté préfectoral n° 729/54/10 du 27 octobre 2010 autorisant l'ouverture d'un service mandataire judiciaire à la protection des majeurs par l'Union Départementale Mutualiste

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} : L'article 6 de l'arrêté préfectoral n° 729/54/10 du 27 octobre 2010 autorisant l'ouverture d'un service mandataire judiciaire à la protection des majeurs par l'Union Départementale Mutualiste, est modifié comme suit :

Article 6 : Ce service est répertorié dans le Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux (FINESS) de la façon suivante :

Entité juridique :

Union Territoriale Mutualiste Lorraine - 7 rue Lyautey - 54000 NANCY

N° Finess : 54 001 304 2

Code statut juridique : 47 Société mutualiste

Entité établissement :

UTM LORRAINE M.J.P.M - 49/51 rue Emile Bertin - BP 422 - 54001 NANCY CEDEX

N° Finess : 54 002 109 4

Code catégorie : 340 M.J.P.M

Code discipline : 520

Capacité : 796 mesures

Code activité/fonctionnement : 50

Code clientèle : 860

Code MFT : 30

Article 7 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 décembre 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

Service agriculture, forêt, chasse

Extrait de l'arrêté DDT/AFC/Association Foncière/2010/443 du 17 décembre 2010 portant dissolution de l'association foncière de MEREVILLE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSTATANT que l'association foncière de MEREVILLE n'a pas effectué de travaux depuis plus de trois ans et qu'elle est donc sans activité réelle en rapport avec son objet ;

AR R E T E

Article 1 - L'association foncière de MEREVILLE est dissoute.

Article 2 - Le patrimoine foncier de l'association foncière de MEREVILLE est transféré à la commune de MEREVILLE qui en assurera l'entretien.

Article 3 - Le reliquat de trésorerie de l'association foncière de MEREVILLE sera versé à la caisse du receveur municipal de la commune de MEREVILLE.

Article 4 - Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de MEREVILLE et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 17 décembre 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général
François MALHANCHE

Délais et voies de recours : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Extrait de l'arrêté n° 445 du 30 novembre 2010 modifiant l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2010 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée d'AINGERAY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1 – L'annexe 1 de l'arrêté du 27 octobre 2010 est abrogée.

Article 2- Les terrains désignés en annexe 1 du présent arrêté à l'exclusion toutefois de leurs parties situées dans un rayon de 150 mètres autour de toute habitation ou closes au sens de l'article L. 424-3 du code de l'environnement sont soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée d'AINGERAY.

Article 3 - Le présent arrêté sera affiché pendant 10 jours au moins aux emplacements habituels dans la commune d'AINGERAY par les soins du maire.

Article 4 - Le secrétaire général de la préfecture, le sous préfet de Toul et le maire de la commune d'AINGERAY sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée aux :

- président de l'association communale de chasse agréée d'AINGERAY,
- chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage,
- président de la fédération départementale des chasseurs,
- maire d'AINGERAY.

Nancy, le 30 novembre 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation
Le directeur départemental
Michel MARTY

Annexe I à l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2010 portant liste des terrains devant être soumis
à l'action de l'association communale de chasse agréée d'AINGERAY

Circulaire F/3/C 4 560 du 8 août 1967
Modèle 11 bis

Terrains à comprendre dans le territoire de l'association

commune	section	désignation des terrains
Aingeray		Tout le territoire chassable de la commune après déduction des terrains désignés ci-dessous :
		Commune d'Aingeray
	AB	N° 159, 171, 173, 182
	AC	N° 68, 69, 157, 198, 199, 205, 247, 258 à 263, 265 à 276 279, 368, 371
	ZE	N° 50 à 52
	B	N° 1 à 3, 9, 11 à 16 Soit un total de : 205 ha 23 a 85 ca
		Golf d'Aingeray
	BZ	N° 4 à 8
	ZB	N° 51
	ZC	N° 31, 37, 39, 40 Soit un total de : 53 ha 00 a 00 ca
		M. DAUJAT à Jarville
	D	N° 188, 190, 191, 405, 453 Soit un total de : 105 ha 00 a 00 ca
		S.A.R.L. AGIL - Gilles HENRY
	AC	N° 151, 153 à 155, 164, 278, 358, 360 et 361, 363, 365, 369 et 370,
	ZB	N° 3, 235, 237, 239 Soit un total de : 52 ha 17 a 31 ca

Extrait de l'arrêté n° 450 du 6 décembre 2010 modifiant l'arrêté préfectoral du 13 juin 1974 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de MONT-SUR-MEURTHE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1 – L'annexe 1 de l'arrêté du 13 juin 1974 est abrogée.

Article 2- Les terrains désignés en annexe 1 du présent arrêté à l'exclusion toutefois de leurs parties situées dans un rayon de 150 mètres autour de toute habitation ou closes au sens de l'article L. 424-3 du code de l'environnement sont soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de MONT-SUR-MEURTHE.

Article 3 - Le présent arrêté sera affiché pendant 10 jours au moins aux emplacements habituels dans la commune de MONT-SUR-MEURTHE par les soins du maire.

Article 4 - Le secrétaire général de la préfecture, le sous préfet de Lunéville et le maire de la commune de MONT-SUR-MEURTHE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée aux :

- président de l'association communale de chasse agréée de MONT-SUR-MEURTHE,
- le chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage,
- président de la Fédération départementale des chasseurs,
- gérant de l'indivision BARBEY-SAY.

Nancy, le 6 décembre 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental,
La directrice adjointe
Mme FOTRE-MULLER

Annexe I à l'arrêté préfectoral du 6 décembre 2010 portant liste des terrains devant être soumis
à l'action de l'association communale de chasse agréée de MONT-SUR-MEURTHE

Circulaire F/3/C 4 560 du 8 août 1967
Modèle 11 bis

Terrains à comprendre dans le territoire de l'association

commune	section	désignation des terrains
Mont-sur-Meurthe		Tout le territoire chassable de la commune après déduction des terrains désignés ci-dessous :
	C	M. MOHM Manfred N° 507 et 508 Soit un total de : 15 ha 38 a 86 ca (partie d'un massif de 200 ha)
	ZA	Société de chasse de Rehainviller N° 2, 3, 4, 8 à 10, 12, 15, 21 à 23, 27, 33 à 40, 43 à 47 Soit un total de : 70 ha 19 a 62 ca (dans le cadre du 1/10°)
	AA	MM. AMEN-RICHARD Etang de 1 ha non encore cadastré.
	AK	Indivision BARBEY-SAY N° 1 et 2 N° 20 Soit un total de : 37 ha 77 a 28 ca (partie d'un ensemble de plus de 40 ha contiguë sur Blainville-sur-L'eau)

Extrait de l'arrêté n° 451 du 6 décembre 2010 modifiant l'arrêté préfectoral du 3 septembre 2003 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de BLAINVILLE-SUR-L'EAU

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Article 1 – Les annexes 1 et 2 de l'arrêté préfectoral du 3 septembre 2003 sont abrogées.

Article 2- Les terrains désignés en annexe 1 du présent arrêté à l'exclusion toutefois de leurs parties situées dans un rayon de 150 mètres autour de toute habitation ou closes au sens de l'article L. 424-3 du code de l'environnement, sont soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Blainville-sur-L'eau.

Article 3 - Les terrains désignés en annexe 2 sont des enclaves au sens de l'article L 422-20 du code de l'environnement.

Article 4 - Le présent arrêté sera affiché pendant 10 jours au moins aux emplacements habituels dans la commune de Blainville-sur-L'eau par les soins du maire.

Article 5 – Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Lunéville, le maire de la commune de Blainville-sur-L'eau sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée aux :

- président de l'association communale de chasse agréée de Blainville-sur-L'eau,
- chef du service départemental de garderie de l'office national de la chasse et de la faune sauvage,
- président de la fédération départementale des chasseurs
- gérant de l'indivision BARBEY-SAY.

Nancy, le 6 décembre 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental,
La directrice adjointe
Mme FOTRE-MULLER

Annexe I à l'arrêté préfectoral du 6 décembre 2010 portant liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de BLAINVILLE-SUR-L'EAU

Circulaire F/3/C 4 560 du 8 août 1967
Modèle 11 bis

Terrains à comprendre dans le territoire de l'association

commune	section	désignation des terrains
Blainville-sur-L'eau		Tout le territoire chassable de la commune après déduction des terrains désignés ci-après :
	AA AT	La forêt communale de Blainville-sur-L'eau n° 9 et 10 n° 9 soit au total 94 ha 58 a 25 ca
	AA	Le groupement forestier du Plainchain n° 1 à 8 soit au total 132 ha 02 a 68 ca
	AP AR	M. CONTIGNON Robert n° 132, 149, 153, 166 à 168 et 170 n° 34, 50 à 54, 56 à 58, 66 à 68, 71 à 73, 75, 82, 104, 108 à 111 et 113 soit au total 72 ha 75 a 94 ca
	AR AT	M. CONTIGNON Michel n° 59 et 65 n° 5

		soit au total 34 ha 18 a 21 ca partie d'un ensemble de plus de 40 ha, le reste étant sur la Commune de Mont-sur-Meurthe)
AS		M. MOHN Manfred n° 1, 10, 27, 31 et 32, 34 et 35
AT		n° 2 et 3, 6 à 8 soit au total 183 ha 53 a 36 ca
AA		Indivision BARBEY-SAY N° 15 soit au total 2 ha 93 a 50 ca (partie d'un ensemble de plus de 40 ha contiguë sur la commune de Mont-sur-Meurthe)

Annexe II à l'arrêté préfectoral du 6 décembre 2010 portant liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de BLAINVILLE-SUR-L'EAU

Circulaire F/3/C 4 560 du 8 août 1967
Modèle 11 ter

ENCLAVES

commune	section	désignation des terrains	observations
Blainville-sur-L'eau	AT	n° 1 (appartenant à M. PUTON Bernard) Soit au total : 23 ha 05 a 93 ca	enclavant : M. MOHN Manfred
	AA	n° 5 (appartenant au Gpt forestier d'Adoménil) Soit au total : 36 ha 53 a 34 ca	enclavant : Le Gpt forestier du Plainchain
	AS	n° 23 à 25 – 30 et 33 (appartenant à M. CONTIGNON Gérard)	enclavant : l'ACCA
		n° 28 (appartenant à M. CONTIGNON Michel) Soit au total : 7 ha 29 a 70 ca	"

Extrait de l'arrêté n° 477 du 17 décembre 2010 relatif à une distraction du régime forestier territoire communal de VILLERS-LES-NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1 – Il est fait distraction du régime forestier des parcelles de terrain désignées ci-après :

Article 1 – Il est fait distraction du régime forestier des parcelles de terrain désignées ci-après :

Territoire communal	Personne morale propriétaire	Désignation cadastrale			Surface distraite (ha)
		Lieudit	Section	N° de parcelle	
Villers-lès-Nancy	Commune de Villers-lès-Nancy	Côte de Villers	AL	8 (pie)	0,9291
		Avenue de Maron	AL	9	0,5605
		Avenue de Maron	AO	65	0,0215
		La Côte de Villers	AO	180 (pie)	0,4892
					2,0003

sous réserve de l'application du régime forestier, selon les préconisations de l'ONF, à la propriété de M. Rémi TOUSSAIN acquise par la commune de Villers-lès-Nancy sur le territoire communal de Chavigny.

Article 2 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont ampliation sera adressée au maire de la commune de Villers-lès-Nancy.

Nancy, le 17 décembre 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental,
La directrice adjointe
Mme FOTRE-MULLER

Extrait de l'arrêté n° 481 du 22 décembre 2010 concernant l'utilisation de sources lumineuses pour des comptages nocturnes d'animaux sauvages dans le département

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1 – Le personnel technique de la fédération départementale des chasseurs est chargé de mettre en place des comptages nocturnes par Indice Kilométrique d'Abondance et est autorisé à utiliser des sources lumineuses pour le suivi des populations de lièvres, renards et cervidés sur les massifs cynégétiques n° 1 à 3 – 4A – 4B – 5 à 7 – 8A – 8B – 9A – 9B – 10 – 11A – 11B – 12 à 21 – 23 à 30 – 31 A – 31 B – 32A et 32B du plan de chasse cervidés départemental, comprenant chacun les communes listées ci-après :

Massif	Dates	Circuit	Communes concernées
1	28 janvier – 1 – 4 – 8 – 11 – 15 – 18 – 22 – 25 février 2011		Othe - Epiez sur Chiers - Charency Vezin - Villers le Rond - Saint Jean lès Longuyon - Petit Faily - Grand Faily - Allondrelle la Malmaison - Villette - Colmey - Longuyon - Viviers sur Chiers - Montigny sur Chiers - Cons la Grandville - Villers la Chèvre - Fresnois la Montagne - Tellancourt - Saint Pancré - Ville Houdlemont - Gorcy - Cosnes et Romain - Longwy - Lexy
2	14 – 18 – 25 janvier 2 – 4 – 9 – 11 - 16 – 23 février 2011		Mont Saint Martin - Longlaville - Saulnes - Herserange - Hussigny Godbrange - Thil - Villerupt - Tiercelet - Crusnes
3			Rehon - Mexy - Haucourt Moulaine - Cutry - Chenières - Villers la Montagne - Ugny - Doncourt lès Longuyon - Laix - Morfontaine - Tiercelet - Bréhain la Ville - Errouville - Fillières - Serrouville - Beuvillers - Malavillers - Mercy le Haut - Joppécourt - Ville au Montois - Baslieux - Beuveille - Pierrepont - Boismont - Bazailles - Han Devant Pierrepont - Mercy le Bas - Saint Supplet - Xivry Circourt - Preutin Higny - Domprix - Avillers - Audun le Roman
4A	19 – 26 janvier - 3 – 10 - 15 – 17 – 22 - 24 février 2011		Sancy - Anderny - Murville - Landres - Mont Bonvillers - Mairy Mainville - Tucquegnieux - Trieux - Bettainvillers - Mancieulles - Mance - Avril - Briey - Moutiers - Joeuf - Homécourt - Valleroy - Auboué - Moineville
4B			Piennes - Joudreville - Norroy le Sec - Anoux - Lantéfontaine - Lubey - Les Baroches - Ozerailles - Abbeville lès Conflans - Thumeréville - Mouaville - Béchamps - Fléville Lixières - Gondrecourt Aix - Affléville
5	4 – 8 - 11 – 15 – 18 - 21 – 25 février 2011		Hatrive - Labry - Giraumont - Batilly - Saint Ail - Jouaville - Doncourt lès Conflans - Saint Marcel - Bruville - Mars la Tour - Hannonville Suzémont - Ville sur Yron - Brainville - Allamont - Friaucourt - Jarny - Conflans en Jarnisy - Puxe - Boncourt - Jeandelize - Olley - Sponville - Puxieux - Xonville - Chambley Bussières - Hagéville
6	17 - 24 – 31 janvier 7 – 14 février 2011		Vandières - Prény - Thiaucourt Regniéville - Viéville en Haye - Vilcey sur Trey - Villers sous Prény - Norroy lès Pont à Mousson - Fey en Haye - Limey Remenauville - Euvezin - Pannes - Bouillonville - Essey et Maizerais - Saint Baussant - Flirey - Seicheprey - Bernécourt
7	17 - 24 - 31 janvier 7 - 14 février 2011		Dampvitoux - Dommartin la Chaussée - Saint Julien lès Gorze - Vandelainville - Bayonville sur Mad - Onville - Arnerville - Waville - Villecey sur Mad - Charey - Rembercourt sur Mad - Jaulny - Xammes
8A	19 - 20 – 24 – 26 – 27 – 31 janvier 2 - 3 - 7 – 9 -		Montauville - Mamey - Jézainville - Blénod lès Pont à Mousson - Griscourt - Gézoncourt - Martincourt - Lironville - Noviant aux Prés - Manonville - Domèvre en Haye - Rogéville - Tremblecourt - Manoncourt en Woivre - Minorville - Grosrouvres - Villers en Haye
8B	10 - 14 – 16 février 2011		Dieulouard - Belleville - Saizerais - Rosières en Haye - Avrainville - Jaillon - Andilly - Bouvron - Francheville - Villey Saint Etienne - Liverdun
9A	13 - 20 – 27 janvier 3 - 10 février 2011		Hamonville - Mandres aux 4 Tours - Royaumeix - Ansauville - Ménil la Tour - Sanzey - Boucq - Lagney - Trondes
9B			Lucey - Bruley - Toul - Laneuveville Derrière Foug - Pagney Derrière Barine - Lay Saint Rémy - Foug - Ecrouves
10	18 – 25 Janvier 1-8-15 février 2011 (GIC de la Seille) 14 – 21 – 28		Eply - Raucourt - Mailly sur Seille - Phlin - Thézey Saint Martin - Abaucourt - Rouves - Morville sur Seille - Port sur Seille - Clémery - Nomeny - Létricourt - Chenicourt - Jeandelaincourt - Arroye et Han - Armaucourt - Lanfroicourt - Moivrons - Sivry - Belleau - Landremont - Sainte Geneviève - Loisy - Bezaumont - Atton
11A	Janvier – 4 – 11 février 2011		
11B	(GIC de l'Amezule)		Ville au Val - Autreville sur Moselle - Millery - Custines - Malleloy - Faulx - Bratte - Villers lès Moivrons - Leyr - Montenois - Bouxières aux Dames -
12	11 – 14 - 20 – 21- 27 – 28 janvier 1 – 4 – 10 – 11 février 2011		Dommartmont - Malzéville - Agincourt - Eulmont - Lay st Christophe - Dommartin s/s Amance - Bouxières aux Chênes - Laneuvelotte - Velaine - Seichamps - Dommartin - Laître - Amance - Cerville - Champenoux - Velaine s/s Amance - Pulnoy - Saulxures lès Nancy - Réméréville - Mazerulles - Erbéville - Champenoux - Brin s/ Seille - Bey s/ Seille - Moncel - Bezange - Sornéville - Varangéville - Buissoncourt - Haraucourt - Lenoncourt - Art sur Meurthe - Drouville - Serres - Courbesseaux - Hoéville - Réméréville - Gellenoncourt - Maixe - Valhey - Einville au Jard - Arracourt - Juvrecourt - Réchicourt - Athienville - Bathelémont - Coincourt - Xures - Bures - Réchicourt - Parroy - Hénaménil - Bauzemont
13	1 - 2 - 3 - 4 - 7 – 9 – 11 février 2011		Aingeray - Sexey lès Bois - Velaine en Haye - Fontenoy sur Moselle
14			Gondreville - Dommartin lès Toul - Chaudeney sur Moselle - Villey le Sec
15	12 – 13 - 14 - 17 - 19 - 21 – 24 janvier 2011	15 Nord	Blénod-lès-Toul, Bulligny, Charmes-la-Côte, Choloy-Ménillot, Domgermain, Gye, Mont-le-Vignoble, Moutrot
		15 E	Allamps, Bagneux, Barisey-la-Côte, Bulligny, Colombey-lès-Belles, Crézilles
		15 O	Barisey-au-Plain, Gibeauveix, Mont-l'Etriot, Saulxures-lès-Vannes, Uruffe, Vannes-le-Châtel
16	17 – 18 – 19 - 20 - 21 – 24 - 26 – 28 janvier 2011	16 O	Ochey, Sexey aux Forges, Pierre la Treiche, Biqueley
		16 E	Houdelmont, Pierreville, Xeulley, Bainville sur Madon, Maizières, Pont Saint Vincent, Viterne
17	19 - 20 - 21 - 24 - 26 – 28 - 31 janvier 2011	17 NE	Thélod, Parey Saint Césaire, Autrey, Houdreville, Hammeville, Vitrey
		17 NO	Germigny, Crépey, Selaincourt, Dolcourt, Goviller, Favières, Saulxerotte, Battigny, Gélaucourt, Laloef, Vitrey

		17 S	Laloeuf, Gélaucourt, Battigny, Vandeléville, Férocourt, Aboncourt, Beuvezin, Tramont-Lassus, Tramont-Emy, Tramont-Saint-André.
18	24 - 25 - 27 - 31 janvier 2 - 4 février 2011	18 N	Frolois, Pulligny, Ceintrey, Voinémont, Benney, Lemainville, Ormes et Ville.
		18 S	Ormes et Ville, Haroué, Crantenoy, Vaudeville, Vaudigny, Xirocourt, Bralleville, Germonville.
19	26 - 27 - 28 - 31 janvier 2 - 4 - 7 - 9 février 2011	19 N	Clérey sur Brénon, Omelmont, Gerbécourt et Happlemont, Affracourt, Tantonville, Quevilloncourt, Etrevail, Thorey Lyautey, Vroncourt, Ognéville, Vézelize.
		19 M	Jevoncourt, Saint-Firmin, Housséville, Praye, Forcelles Saint Gorgon, Chaouilley, Forcelles sous Gugney, Gugney, They sous Vaudémont, Eulmont, Vaudémont, Dommarie-Eulmont, Thorey-Lyautey.
		19 S	Saxon-Sion, Gugney, Forcelles sous Gugney, Diarville, Bouzanville, Fraignes en Saintois, Courcelles, Grimonviller.
20	10 - 19 - 26 janvier 4 - 7 février 2011		Ceintrey - Benney - Crevéchamps - Saint Remimont - Neuville sur Moselle - Laneuveville devant Bayon - Roville devant Bayon - Crantenoy - Leménil Mitry - Vaudeville - Mangonville - Bainville aux Miroirs - Griport
21			Lupcourt - Manoncourt en Vermois - Rosières aux Salines - Coyviller - Azelot - Burthecourt aux Chênes - Tonnoy - Ferrières - Saffais - Vigneulles - Barbonville - Haussonville - Velle sur Moselle - Saint Mard - Domptail en l'Air - Romain - Lorey - Roville devant Bayon
22	Non compté		
23	15 - 18 - 22 - 25 février 1 - 4 - 11 mars 2011		Hudiviller - Anthelupt - Vitrimont - Fléville devant Nancy - Laneuveville devant Nancy - Sommerviller - Flainval - Crévic - Deuxville - Bauzémont - Raville sur Sanon - Bienville la Petite - Bonviller - Jolivet - Chanteheux - Moncel lès Lunéville - Rehainviller - Ville en Vermois
24			Crion - Sionviller - Hénaménil - Parroy - Mouacourt - Xures - Vaucourt - Xousse - Remoncourt - Emberménil - Laneuveville aux Bois - Marainviller - Croismare -
25			Chazelles sur Albe - Saint Martin - Blémerey - Domjevin - Manonviller - Leintrey - Vého - Reillon - Gondrexon - Autrepierre - Verdénal - Avricourt - Repaix - Igney - Amenoncourt - Domèvre sur Vezouze - Herbéviller - Thiébauménil
26	12 - 21 - 24 janvier 2 - 9 février 2011		Gogney - Tanconville - Frémenville - Blâmont - Barbas - Harbouey - Domèvre sur Vezouze - Halloville - Nonhigny - Parux - Montreux - Ancerviller - Neuville lès Badonviller - Saint Maurice aux Forges - Sainte Pôle - Montigny - Mignéville - Herbéviller
27			Bertrambois - Val et Chatillon - Cirey sur Vezouze - Petitmont
28			Merviller - Vacqueville - Pexonne - Fenneviller - Badonviller - Neufmaisons - Veney - Baccarat
29	13 - 18 - 25 janvier 3 - 8 février 2011		Fontenoy la Joute - Glonville - Deneuvre - Lachapelle - Thiaville sur Meurthe
30	12 - 21 - janvier 2 - 9 février 2011		Marainviller - Moncel lès Lunéville - Laronxe - Saint Clément - Chenevières - Azerailles - Gélaucourt - Brouville - Reherrey - Vaxainville - Hablainville - Pettonville - Reclonville - Burville - Ogéviller - Fréménil - Bénaménil - Thiébauménil
31A	13 - 18 25 janvier 3 - 8 février 2011		Hériménil - Rehainviller - Xermaménil - Frambois - Gerbéviller
31B			Frambois - Gerbéviller - Réménoville - Seranville - Vallois - Moyen - Vathiménil - Flin
32A			Damelevières - Blainville sur l'Eau - Mont sur Meurthe - Lamath - Franconville - Haudonville - Morviller - Clayeures - Froville - Einvaux - Méhoncourt - Landécourt - Charmois - Haignéville - Brémontcourt
32B			Virecourt - Mangonville - Bainville aux Miroirs - Villacourt - Saint Germain - Loromontzey - Saint Rémy aux Bois - Borville - Rozelieures - Saint Boingt - Vennezey - Essey la Côte - Giriviller - Mattexey - Magnières

Article 2 – Cette autorisation est valable du 10 janvier au 11 mars 2011 en fonction des numéros de massifs cynégétiques comptés. Elle pourra être révoquée à tout moment en cas de non-respect des conditions d'utilisation.

Article 3 – Le service technique de la fédération départementale des chasseurs est chargé d'informer directement les services de gendarmerie ou de police et les maires des communes concernées de ces dates de comptage.

Article 4 - Le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets, le directeur départemental des territoires et le président de la fédération départementale des chasseurs de Meurthe-et-Moselle sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée aux : chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage, colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental de la sécurité publique, le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts, et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 22 décembre 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental,
La directrice adjointe
Mme FOTRE-MULLER

Service transports, sécurité

Extrait de l'arrêté N° 2010/DDT/TS/044 du 14 décembre 2010 concernant la suppression du passage à niveau public n°6 de la ligne SNCF de FROUARD à NOVIANT sur le territoire de la commune de BELLEVILLE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1 : A dater de la publication du présent arrêté, la fiche individuelle de classement du passage à niveau public gardé n° 6 de la ligne de chemin de fer de FROUARD à NOVEANT, est retirée de la collection et le passage à niveau s'y rapportant est supprimé définitivement.

Article 2 : Le présent arrêté préfectoral abroge celui du 2 mai 1990 en ce qui concerne le passage à niveau n°6 et n'entrera en application qu'à la date effective de la suppression du passage à niveau.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie leur sera adressée ainsi qu'à :

- M. le maire de BELLEVILLE,

- M. le directeur de l'établissement équipement de lorraine sud – SNCF,

- M. Jean-Luc PLEIGNET, commissaire enquêteur,
- M. le directeur des archives départementales,
- Préfecture, Bureau du management stratégique des services de l'état,
- DDT, pôle relais de NANCY.

En outre, le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 14 décembre 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS

Santé protection animales - environnement

Convention du 22 octobre 2010 relative aux tarifs de rémunération des vétérinaires sanitaires qui exécutent les opérations de prophylaxie collective dirigées par l'Etat dans le département de Meurthe-et-Moselle

ENTRE :

Les vétérinaires sanitaires représentés par :

- le Dr Mathieu CUVILLIER pour le Syndicat National des Vétérinaires d'Exercice Libéral,
 - le Dr Dominique THIERRY pour le Conseil Régional de l'Ordre des vétérinaires,
- d'une part,

ET

Les éleveurs d'animaux de rente représentés par :

- Monsieur Michel MAGRON pour la chambre d'agriculture,
 - Monsieur Dominique COLIN pour le groupement de défense sanitaire,
- d'autre part,

Vu le code rural, et notamment les articles L.221-11 et R.221-17 à R.221-20 ;

Vu l'arrêté du 1er mars 1991 modifié relatif à la nomenclature des opérations de prophylaxie collective intéressant les animaux des espèces bovine, ovine, caprine et porcine telle que prévue à l'article 2 du décret n° 90-1032 du 19 novembre 1990 ;

Considérant la négociation du 22 Octobre 2010 ;

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1er - Objet :

Par la présente convention sont fixés les tarifs de rémunération des vétérinaires sanitaires qui exécutent les opérations de prophylaxie collective dirigées par l'Etat pour les campagnes de prophylaxies collectives des bovins, ovins et caprins et porcins.

Article 2 - Pour les opérations de dépistage :

Les tarifs des actes de prélèvements en vue du dépistage ou de dépistage des maladies réputées contagieuses soumises à prophylaxie sont déterminés comme suit, par animal, selon la nomenclature en vigueur.

Un forfait déplacement ainsi que la prise en charge des frais d'acheminement et de matériels sont également prévus.

T A R I F S

OPERATIONS	COUT H.T.	T.V.A. (19,6 %)	COUT T.T.C.
BOVINS			
1 - Visite	22,88 €	4,49 €	27,37 €
2 - Déplacement	16,21 €	3,18 €	19,38 €
3 - Prise de sang	1,92 €	0,38 €	2,30 €
4 - Prélèvement de lait	1,39 €	0,27 €	1,66 €
5 - Prélèvements génitaux	1,55 €	0,30 €	1,85 €
6 - Tuberculination I.D.S. (hors fourniture tuberculine)	1,27 €	0,25 €	1,51 €
I.D.C. (hors fourniture tuberculine)	2,41 €	0,47 €	2,88 €
9 - Visite de contrôle des expéditions à l'abattoir des animaux sous LPS	22,88 €	4,49 €	27,37 €
10 - Prélèvements fèces (individuels)	1,84 €	0,36 €	2,21 €
OVINS-CAPRINS			
1 - Visite	22,88 €	4,49 €	27,37 €
2 - Déplacement	16,21 €	3,18 €	19,38 €
3 - Prise de sang	0,91 €	0,18 €	1,09 €
4 - Prélèvements de lait	1,39 €	0,27 €	1,66 €
5 - Prélèvements génitaux	1,55 €	0,30 €	1,85 €
6 - Tuberculination des caprins (hors fourniture tuberculine)	1,27 €	0,25 €	1,51 €
7 - Visite d'exploitation au titre du CSO de la Tremblante / heure	51,87 €	10,17 €	62,03 €
PORCINS			
1 - Visite	22,88 €	4,49 €	27,37 €
2 - Déplacement	16,21 €	3,18 €	19,38 €
3 - Prise de sang	1,49 €	0,29 €	1,78 €
4 - Identification	0,91 €	0,18 €	1,09 €

CONTRÔLE D'ACHAT : (et exportations, ventes aux enchères)			
1 - Visite	22,88 €	4,49 €	27,37 €
1 bis - contrôle en cas de concours : visite	20,64 €	4,05 €	24,69 €
2 - Déplacement	16,21 €	3,18 €	19,38 €
3 - Prise de sang + Tuberculination (animaux de plus de 6 semaines)	5,74 €	1,13 €	6,87 €
4 - Prise de sang (animaux quelque soit l'âge)	4,58 €	0,90 €	5,48 €
5 - Frais de prélèvement pour recherche P80 ou PCR (prélèvement + matériel)	0,59 €	0,12 €	0,70 €
CHEPTELS D'ENGRAISSEMENT DEROGATAIRES			
1 - Visite de conformité pour obtention ou maintien dérogation	22,88 €	4,49 €	27,37 €
2 - Déplacement	16,21 €	3,18 €	19,38 €
DIVERS			
FRAIS D'ENVOI des tubes de 1 à 40 tubes	5,67 €	1,11 €	6,78 €
FRAIS D'ENVOI des tubes + 40 tubes	9,02 €	1,77 €	10,78 €
FRAIS DE MATERIEL (tube et aiguille) par animal	0,27 €	0,05 €	0,33 €

Article 3 – Vaccination contre la rhinotrachéite infectieuse bovine (IBR) :

Le tarif de l'acte de vaccination contre l'IBR est déterminé à :

1,75 euros HT soit 2,09 € TTC en dessous de 13 animaux.

1,013 euro HT soit 1,21 € TTC au dessus de 13 animaux.

La dose de vaccin est facturée 1,25 fois le prix d'achat.

Article 4 - Durée de la convention :

La présente convention est conclue pour la durée de la campagne de prophylaxie correspondante à l'espèce concernée.

Article 5 - Dispositions finales :

La présente convention comprend 5 articles. Elle est établie en un seul exemplaire original conservé par la Direction Départementale de la Protection des Populations. Elle est publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Chacune des parties peut en faire la publicité auprès de ses membres.

Nancy, le 22 octobre 2010

Pour le GDS,
M. Dominique COLIN

Pour la chambre d'agriculture,
M. Michel MAGRON

Pour le SNVEL,
Dr Mathieu CUVILLIER

Pour le CRO,
Dr Dominique THIERY

La directrice départementale de la Protection des Populations,
Mme Catherine BOURGUIGNON

OFFICE NATIONAL DES FORETS – AGENCE DEPARTEMENTALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Extrait de l'arrêté du 23 décembre 2010 limitant la vitesse des véhicules sur les routes forestières de la forêt domaniale de PARROY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er : Afin d'assurer la sécurité des usagers sur les routes forestières de la forêt domaniale de PARROY, la vitesse des véhicules est limitée à 30 km/h sur l'ensemble du réseau.

Article 2 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de MEURTHE et MOSELLE et le Directeur de l'Agence de Meurthe-et-Moselle de l'Office National des Forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de MEURTHE et MOSELLE.

NANCY, le 23 décembre 2010

Le Préfet
Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général
François MALHANCHE

AVIS ET COMMUNICATIONS

DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTRIELLE ET DES MOYENS *Bureau de l'interministérialité*

Avis du 19 octobre 2010 de conclusion d'une convention d'utilisation n°54-2010-046 entre l'administration chargée du Domaine et la direction du contrôle fiscal Est (DIRCOFI-EST) ayant pour objet la mise à disposition de l'utilisation d'un ensemble immobilier

Le 19 octobre 2010 a été conclue, dans le cadre des dispositions des articles R 128-12 à R 128-17 du code du domaine de l'Etat, la convention d'utilisation n° 54-2010-046 entre

L'ADMINISTRATION CHARGÉE DU DOMAINE, représentée par Madame l'Administrateur Général des Finances Publiques du département de Meurthe et Moselle dont les bureaux sont à NANCY 50 rue des Ponts, stipulant en vertu de la délégation de signature du préfet qui lui a été consentie par arrêté du 16 avril 2010, le propriétaire,

et

La DIRECTION DU CONTROLE FISCAL-EST (DIRCOFI-EST) représentée par Monsieur le Chef des Services Fiscaux chargé de la DIRCOFI-EST, dont les bureaux sont à NANCY 4 rue du Cardinal Tisserand, l'utilisateur.

La présente convention a pour objet de mettre à la disposition de l'utilisateur l'ensemble immobilier appartenant à l'Etat sis à Nancy cadastré 26 avenue de la Garenne section BV n°608 pour 9a 20ca pour les besoins des missions de la DIRCOFI-EST, contrôler fiscalement les entreprises les plus importantes du ressort territorial.

L'intégralité de cette convention peut être consultée à la préfecture au bureau de l'interministérialité.

AUTRES SERVICES
CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE
Ressources humaines

Avis du 22 décembre 2010 de concours sur titre en vue de pourvoir un poste de cadre de santé

Référence : décret n° 89-613 du 1er septembre 1989 modifié par le décret n° 2001-825 du 7 septembre 2001

Un concours sur titres est organisé au Centre Hospitalier de Lunéville (Meurthe et Moselle) en vue de pourvoir 1 poste de Cadre de Santé.

I – CONDITIONS D'INSCRIPTION

Le concours est ouvert aux candidats titulaires du diplôme de Cadre de Santé.

Les candidats doivent être âgés au plus de quarante cinq ans au 1er Janvier de l'année du concours.

La limite d'âge mentionnée ci-dessus est reculée dans certaines conditions.

II – RECEPTION ET CLOTURE DES INSCRIPTIONS

La demande d'inscription à ce concours est à déposer ou à adresser sous pli recommandé à :

CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE
Direction des Ressources Humaines
2 Rue Level
54300 LUNEVILLE

La demande d'admission à concourir doit être accompagnée des pièces suivantes :

- la copie du diplôme de cadre
- la copie des trois dernières feuilles de notes
- une lettre de motivation accompagnée d'un projet professionnel

DATE LIMITE DE DEPOT DU DOSSIER DE CANDIDATURE :

1 mois à compter de la publication du présent avis

Lunéville, le 22 décembre 2010

Le Directeur,
JM. LALLEMAND

MAISON DE RETRAITE DE ROSIERES-AUX-SALINES

Avis et modalités du 13 décembre 2010 du concours sur titre pour le recrutement d'un(e) infirmier(e) en soins généraux à la maison de retraite de ROSIERES-AUX-SALINES (54)

1) CONDITIONS À REMPLIR POUR ÊTRE CANDIDAT :

Peuvent faire acte de candidature les personnes remplissant les conditions énumérées :

à l'article 5 de la loi 83-634 du 13 juillet 1983, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

au chapitre 2, section 2, article 6 du décret 2010-1139 du 29 septembre 2010, portant statut particulier du corps des infirmiers en soins généraux de la Fonction Publique Hospitalière.

2) COMPOSITION DU DOSSIER DU CANDIDAT :

Le dossier devra comporter :

- une copie, certifiée conforme sur l'honneur, du ou des diplômes ;
- une lettre de candidature ;
- un curriculum vitae (en fournissant des justificatifs jugés utiles par le candidat) ;
- un extrait N°3 de casier judiciaire récent (moins d'un an) ;
- une copie, certifiée conforme sur l'honneur, de la carte d'identité ;
- une copie, certifiée conforme sur l'honneur, de la situation au regard du service militaire ;
- une copie, certifiée conforme sur l'honneur, du permis de conduire ;
- un certificat médical délivré par un médecin de médecine générale agréé, attestant que le candidat n'est atteint d'aucune affection contraire à sa pratique professionnelle (adresse à obtenir auprès de l'administration de l'établissement) ;
- reçu d'inscription au répertoire ADELI et au Conseil de l'Ordre Infirmier.

3) DATE LIMITE ET LIEU DE DÉPÔT DES CANDIDATURES :

Les dossiers de candidatures devront parvenir à Monsieur le Directeur de la maison de retraite, rue du Paquis des Toiles – BP 9 – 54110 ROSIERES AUX SALINES, dans un délai de deux mois à compter de la date d'affichage, soit le 15 février 2011 dernier délai (par dépôt, ou le cachet de la poste faisant foi).

4) NOMBRE DE POSTE :

Nombre de poste à pourvoir : 1 (il sera retenu 1 candidatures en liste principale et 1 en liste complémentaire).

5) COMPOSITION DU JURY :

- l'autorité qui a ouvert le concours ou son représentant, PRÉSIDENT, soit, Monsieur le Directeur de la maison de retraite, ou son représentant,
- le Cadre de Santé de l'établissement,
- le responsable Ressources Humaines de la maison de retraite.

Rosières-aux-Salines, le 13 décembre 2010

Le directeur,
Alain PETIT

